



**Ministère de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche Scientifique**

**Université Mouloud Mammeri Tizi Ouzou**

**Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et des Sciences  
Commerciales**

**Département des Sciences Financières et Comptabilité**

## ***Mémoire de fin de cycle***

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Science Financière et  
Comptabilité

Option : Finance et Banque

***Thème***

**Montage financier d'un crédit d'investissement cas usine  
transformation d'acier Au sein du bureau de  
commissaires aux comptes**

**Réalisé par :**

- HASSOUN Abdelmalek El Hocine
- KAMEL Aissa

**Dirigé par :**

M<sup>me</sup> RASSOUL Nadia

**Devant le Jury composé de :**

M<sup>me</sup> LOUGAR Roza, MAA, Présidente, UMMTO

M<sup>me</sup> ABDENOURI Fatma, MAA, Examinatrice, UMMTO

M<sup>me</sup> RASSOUL Nadia, MCB, Rapporteur, UMMTO

Date de soutenance ; 26 \06 \2024

**Année Universitaire : 2023/ 2024**

# *Remerciements*

Nous remercions avant tout Dieu le tout puissant de nous avoir guidés et donnés la volonté, la force et le courage pour réaliser ce mémoire de fin de formation.

Nous remercions :

- Les membres de jury d'avoir accepté d'évaluer ce modeste travail ;
- Notre promotrice M<sup>me</sup> RASSOUL pour sa patience, sa disponibilité à chaque fois que nous avons besoin d'elle et surtout pour ses judicieux conseils et prodigues orientations tout au long de la réalisation de ce mémoire de fin de formation.
- Mml Boussalem ep Bouzid de nous avoir encadré et accueilli chaleureusement au sein Du bureau de commissaires aux comptes
- toutes nos familles ainsi que nos ami(e)s.

# Dédicace

*Je dédie ce mémoire :*

*A mes parents qui m'ont soutenu durant ce  
long chemin d'étude...*

*A mes frères*

*Je le dédie aussi à tous mes amies*

*Et MON binôme Aïssa et sa famille et Nadine*

# *Dédicace*

*Je dédie ce mémoire :*

*A mes parents qui m'ont soutenu durant ce  
long chemin d'étude...*

*A mes sœurs*

*Je le dédie aussi à tous mes amies*

*Et mon binôme Abdelmalek el Hocine et sa  
famille*

## Liste des abréviations

---

**PME** : Petit et moyennes entreprise

**NACE** : Nomenclature des activités économique

**GICS** : Global industrie classification standard

**RH** : Ressources humaines

**RSE** : Responsabilité sociale des entreprises

**R&D** : Recherche et développement

**P2P** : Prêt entre pairs

**IBS** : Impôt sur le bénéfice des sociétés

**VA** : Valeur ajouter

## Liste des tableaux

---

Tableau des nombres de salaires de l'année 2024 -2025 .....	59
Tableau de la grille des salariés aux titres des deux premières années .....	60
Tableau de la structure de l'investissement projeté.....	69
Tableau de présentation du matériel de la manutention .....	70
Tableau d'agencement et installation .....	74
Tableau de financement du projet envisagé .....	76
Tableau échancier de remboursement de l'emprunt .....	77
TCR prévisionnel sur 07 ans .....	78
Tableau d'évolution du chiffre d'affaires pendant 07 ans .....	79
Tableau de dotation aux amortissements.....	80
Bilan d'ouverture.....	82
Bilan passif .....	83
Le plan de financement annuel .....	84
Le plan de financement trimestriel .....	85
Exercice 2023.....	85
Exercice 2024 .....	86
Exercice 2025.....	87
Exercice 2026 .....	88
Exercice 2027 .....	89
Exercice 2028.....	90
Exercice 2029.....	91
Tableau de capacité du remboursement de l'emprunt.....	92
Tableau d'évolution de fond de roulement .....	92
Tableau de taux de rentabilité de l'investissement. ....	93

# Sommaire

---

<b>Introduction générale</b> .....	<b>01</b>
------------------------------------	-----------

## **Chapitre I : Financement des entreprises**

<b>Section 1: Généralités sur l'entreprise</b> .....	<b>05</b>
<b>Section 2: Besoins de financement des entreprises</b> .....	<b>15</b>

## **Chapitre II : Financement bancaire des entreprises**

<b>Section 1: Généralités sur la banque et les crédits</b> .....	<b>28</b>
<b>Section 2: Les risques et les garanties bancaires</b> .....	<b>39</b>

## **Chapitre III : Cas pratique au sein du commissaire aux comptes Tizi-Ouzou**

<b>Section 1 : Présentation et organisation du bureau de comptabilité</b> .....	<b>53</b>
<b>Section 2 : Montage financier du crédit d'investissement cas d'une usine de transformation D'acier</b> .....	<b>55</b>

<b>Conclusion générale</b> .....	<b>94</b>
----------------------------------	-----------

**Bibliographie**

**Table des matières**

# Sommaire

---

# Sommaire

---

Dans le tissu économique contemporain, où la compétition est féroce et l'innovation constitue le moteur de la croissance, le financement des entreprises se pose comme un défi majeur. Au cœur de cette dynamique, le crédit d'investissement se distingue comme un outil stratégique, offrant aux entreprises la possibilité de concrétiser leurs projets ambitieux et de saisir de nouvelles opportunités de croissance. Cependant, l'accès à un financement adéquat et la structuration efficace du montage financier nécessaire à la réalisation de ces projets demeurent des étapes cruciales, souvent semées d'embûches et de complexités.

Le montage financier d'un crédit d'investissement se révèle ainsi comme un processus stratégique et décisif, où chaque étape requiert une expertise pointue, une analyse minutieuse et une vision prospective. Ce processus englobe une série d'activités, depuis l'identification des besoins de financement spécifiques à chaque projet jusqu'à la sélection des instruments financiers appropriés et la gestion des risques associés. Dans ce contexte exigeant, la collaboration entre les entreprises, les institutions financières et les autres acteurs du marché revêt une importance capitale, afin de mobiliser les ressources nécessaires et d'optimiser l'allocation des fonds.

Le présent mémoire s'inscrit donc dans cette perspective, celle d'explorer en profondeur les mécanismes et les enjeux du montage financier d'un crédit d'investissement au sein des entreprises. Notre démarche se veut à la fois analytique et pragmatique, cherchant à dévoiler les rouages souvent complexes de ce processus tout en offrant des pistes de réflexion et des recommandations concrètes pour son optimisation.

À travers une analyse approfondie et une étude de cas contextualisée, nous nous attacherons à décrypter les différentes dimensions du montage financier, depuis son initiation jusqu'à sa mise en œuvre et son évaluation. Nous nous pencherons sur les défis spécifiques auxquels sont confrontés les entreprises dans leur quête de financement, ainsi que sur les bonnes pratiques et les stratégies gagnantes adoptées par les acteurs économiques pour maximiser l'efficacité de leurs investissements.

En fournissant une analyse rigoureuse et des recommandations éclairées, nous aspirons à contribuer à une meilleure compréhension du montage financier d'un crédit d'investissement, tout en offrant des outils pratiques et des perspectives novatrices aux entreprises, aux institutions financières et aux décideurs. En définitive, notre objectif est de

favoriser un environnement propice à l'investissement, à l'innovation et à la croissance économique, créant ainsi de la valeur et des opportunités pour l'ensemble des acteurs impliqués.

### **Problématique**

Le crédit d'investissement est une option stratégique pour les entreprises, offrant un accès à des ressources financières tout en étalant les coûts sur une période prolongée. Cette étude explore ses avantages, défis et recommande des stratégies pour maximiser les bénéfices tout en minimisant les risques, afin d'aider les entreprises à prendre des décisions éclairées pour leur croissance et leur rentabilité. Ainsi la problématique de notre recherche consiste en la question suivante :

**Quels sont les principaux avantages et inconvénients du recours au crédit d'investissement pour les entreprises, et comment peuvent-elles maximiser les bénéfices tout en minimisant les risques ?**

Cette problématique soulève plusieurs questions de recherche pertinentes, telles que :

- Quels sont les principaux défis rencontrés par les entreprises dans le processus de montage financier d'un crédit d'investissement ?
- Quels critères doivent être pris en compte lors de la sélection des instruments financiers et de la structuration du crédit d'investissement ?
- Comment les entreprises peuvent-elles évaluer et gérer efficacement les risques associés au financement d'investissement ?

Sur la base de la problématique principale nous émettant les deux hypothèses suivantes :

- **Hypothèses 1** : Les entreprises rencontrent des défis liés à la disponibilité des fonds, à la complexité des modalités de crédit et à la gestion des risques financiers.
- **Hypothèses2** : Les entreprises doivent prendre en compte des critères tels que le coût du financement, la flexibilité des remboursements, et l'adéquation des garanties aux besoins du projet.

### Choix et intérêt du sujet

- Permet d'acquérir des connaissances et compétences cruciales pour la planification, l'évaluation et la gestion des projets d'investissement, ce qui est indispensable pour les professionnels et les décideurs dans le domaine financier

Le choix du sujet sur le montage financier d'un crédit d'investissement découle de plusieurs considérations pertinentes dans le contexte économique actuel :

- Il répond à un besoin concret des entreprises en matière de gestion financière et de stratégie d'investissement.
- Il offre un terrain fertile pour la recherche et l'analyse approfondie.
- Enfin, cette étude revêt une pertinence pratique dans un environnement économique en constante évolution, en fournissant des recommandations pratiques pour résoudre les défis de financement rencontrés par les entreprises.

### Structure de la recherche

Pour mieux appréhender l'objet de notre sujet, nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre de ce mémoire nous allons présenter le cadre général du financement des entreprises. Nous aborderons ainsi la diversité des structures et des besoins des entreprises. Ensuite nous avons focalisé sur les différentes sources de financement auxquelles elles peuvent recourir. Cette première étape permettra de mieux appréhender les défis et les opportunités auxquels les entreprises sont confrontées dans leur recherche de financement.

Le deuxième chapitre sera consacré au financement bancaire, qui demeure l'un des piliers essentiels du système financier. Nous examinerons en détail le rôle des banques dans le financement des entreprises, les types de crédits qu'elles proposent ainsi que les mécanismes de gestion des risques et de sécurisation des prêts. Une attention particulière sera portée au crédit d'investissement, en tant qu'instrument spécifique destiné à financer les projets d'investissement des entreprises.

Enfin, le troisième chapitre illustrera nos propos à travers une étude de cas concrète de financement par crédit d'investissement. Nous présenterons l'entreprise ou l'organisme d'accueil, analyserons son besoin de financement spécifique et détaillerons le montage financier mis en place, mettant en lumière les choix stratégiques opérés et les résultats obtenus.

**Introduction du chapitre I**

Le financement des entreprises est un enjeu fondamental dans la vie économique, car il conditionne la capacité des entreprises à se développer, innover et concurrencer sur les marchés. Dans un environnement économique de plus en plus complexe et globalisé, les entreprises doivent accéder à des ressources financières variées et adaptées à leurs besoins spécifiques. Cette nécessité se manifeste de manière aiguë lorsqu'il s'agit de réaliser des investissements significatifs, qu'ils soient destinés à l'acquisition de nouveaux équipements, à l'expansion géographique, ou encore à la recherche et au développement.

L'accès au financement, notamment à travers le crédit d'investissement, joue un rôle crucial dans la mise en œuvre des stratégies de croissance des entreprises. Le crédit d'investissement, par définition, est un prêt à moyen ou long terme consenti par une institution financière pour financer des projets d'investissement. Il permet aux entreprises de disposer des fonds nécessaires pour acheter des biens d'équipement, moderniser leurs installations ou encore réaliser des acquisitions stratégiques. La nature même de ces investissements, souvent lourds et à retour sur investissement différé, exige des solutions de financement robustes et bien pensées.<sup>1</sup>

Cependant, obtenir un crédit d'investissement ne se fait pas sans défis. Les entreprises doivent démontrer leur solvabilité et la viabilité de leurs projets aux établissements prêteurs. Cette démonstration passe par une analyse financière rigoureuse, la présentation d'un business plan détaillé, et souvent, la fourniture de garanties suffisantes. Les critères d'octroi de ces crédits peuvent varier selon la taille de l'entreprise, son secteur d'activité, et son historique financier. Les petites et moyennes entreprises (PME) rencontrent souvent plus de difficultés à accéder à ces financements en raison de ressources limitées et de garanties insuffisantes.

En parallèle, l'évolution des marchés financiers a donné naissance à de nouvelles formes de financement, telles que le financement participatif, le capital-risque ou encore les obligations convertibles. Ces alternatives offrent des opportunités mais impliquent également des risques spécifiques et des structures de remboursement parfois complexes. Les entreprises doivent ainsi naviguer dans un paysage financier en constante évolution, où la diversification des sources de financement devient une stratégie incontournable pour minimiser les risques et optimiser leur structure financière.

---

<sup>1</sup>Jacquemin, Jean-Pierre « Financement des entreprises », 5<sup>ème</sup> édition, PUF France 2020. P56

Le financement des entreprises, et en particulier le montage financier d'un crédit d'investissement, requiert une compréhension approfondie des mécanismes financiers et une capacité à anticiper les évolutions économiques. Il s'agit d'un processus dynamique, où la préparation, la stratégie et la négociation jouent des rôles essentiels pour assurer la pérennité et le succès des projets d'investissement des entreprises.

## **Section 1: Généralités sur l'entreprise**

### **1.1 Définition et typologie des entreprises**

Les entreprises constituent une composante essentielle de l'économie mondiale et peuvent être classées selon diverses typologies. Ces classifications permettent d'analyser les entreprises sous différents angles, offrant ainsi une compréhension plus fine de leur fonctionnement et de leur rôle dans la société. La typologie des entreprises repose sur plusieurs critères, tels que la taille, le secteur d'activité, la forme juridique, le statut et le but recherché par l'entreprise. Chacune de ces dimensions offre une perspective unique et enrichissante sur la diversité des entreprises.

#### **1.1.1 Classification selon la taille**

La taille d'une entreprise est un critère de classification fondamental. Les micro-entreprises, qui comptent moins de 10 salariés, se distinguent par leur structure souvent familiale et leur capacité d'innovation. Elles jouent un rôle crucial dans l'économie locale en créant des emplois et en dynamisant les communautés. Les petites et moyennes entreprises (PME), qui emploient entre 10 et 250 salariés, sont considérées comme le pilier de l'économie dans de nombreux pays. Elles allient flexibilité et capacité à pénétrer de nouveaux marchés. Enfin, les grandes entreprises, avec plus de 250 salariés, se caractérisent par des ressources considérables, une structure organisationnelle complexe et une capacité d'influence majeure sur les marchés internationaux.

#### **1.1.2 Classification par secteur d'activité**

Le secteur d'activité constitue un autre critère de classification des entreprises. Les entreprises du secteur primaire sont impliquées dans l'extraction des ressources naturelles, telles que l'agriculture, la pêche, et l'exploitation minière. Ce secteur est vital pour fournir les matières premières nécessaires à d'autres industries. Le secteur secondaire, ou industriel, englobe les entreprises qui transforment ces matières premières en produits finis, incluant la

fabrication, la construction, et la production énergétique. Enfin, le secteur tertiaire regroupe les entreprises de services, telles que le commerce, les transports, la finance, l'éducation et la santé. Ce secteur est crucial pour le développement économique, car il offre des services essentiels à la population et aux autres entreprises.

### **1.1.3 Classification par forme juridique**

La forme juridique d'une entreprise détermine sa structure légale et ses responsabilités. Une entreprise individuelle est détenue et exploitée par une seule personne, qui assume la responsabilité totale des dettes et des obligations. Cette forme est souvent choisie pour sa simplicité administrative. Les sociétés, telles que les SARL, SAS et SA, permettent de distinguer le patrimoine personnel des associés de celui de l'entreprise, limitant ainsi leur responsabilité. Les coopératives, quant à elles, sont des entreprises détenues et gérées par leurs membres, qui partagent les bénéfices de manière équitable. Enfin, les associations sont des entités à but non lucratif, créées pour réaliser des missions sociales, culturelles ou philanthropiques.<sup>2</sup>

### **1.1.4 Classification par statut**

Le statut des entreprises peut également varier. Les entreprises privées sont détenues par des individus ou des groupes privés, et leur principal objectif est souvent la recherche de profit. Les entreprises publiques, quant à elles, appartiennent à l'État ou à d'autres collectivités publiques et ont souvent des missions d'intérêt général, telles que la fourniture de services publics. Les entreprises associatives, comme les associations, poursuivent des objectifs non lucratifs et sont souvent engagées dans des activités sociales, culturelles ou environnementales.

### **1.1.5 Classification par but**

Enfin, le but de l'entreprise constitue un critère de classification déterminant. Les entreprises lucratives cherchent à maximiser leurs profits pour récompenser les actionnaires et assurer leur pérennité. Elles sont motivées par la rentabilité et la croissance économique. À l'inverse, les entreprises non lucratives, telles que les ONG et les associations caritatives, ne recherchent pas le profit mais visent à réaliser des missions sociales, culturelles ou

---

<sup>2</sup>JacqueminJean-Pierre, Idem. P56.

humanitaires. Leur succès est mesuré par leur impact social plutôt que par leurs gains financiers.

### **1.1.6 Typologies et outils de classification**

Plusieurs outils et référentiels permettent de classer les entreprises selon ces critères. La nomenclature des activités économiques (NACE), utilisée en France, attribue un code alphanumérique à chaque secteur d'activité, facilitant ainsi l'analyse statistique et économique. Le référentiel des entreprises de l'Insee en France classe les entreprises selon leur taille, leur secteur d'activité, leur forme juridique et leur implantation géographique, offrant une vision détaillée du paysage entrepreneurial français. La Global Industry Classification Standard (GICS), quant à elle, est une classification internationale des entreprises par secteur d'activité, largement utilisée par les investisseurs pour analyser les marchés financiers et élaborer des stratégies d'investissement.

### **1.1.7 Importance de la typologie des entreprises**

Comprendre la typologie des entreprises est essentiel pour appréhender la diversité du monde entrepreneurial. Cela permet d'identifier les besoins spécifiques des différentes catégories d'entreprises et de mettre en place des politiques publiques adaptées pour soutenir leur développement. Par exemple, les micro-entreprises peuvent bénéficier de mesures de simplification administrative et de soutien à l'innovation, tandis que les grandes entreprises peuvent nécessiter des régulations spécifiques pour garantir une concurrence équitable et protéger les intérêts des consommateurs.<sup>3</sup>

### **1.1.8 Analyse des performances des entreprises**

La typologie des entreprises est également un outil précieux pour analyser leurs performances. En comparant les entreprises d'une même catégorie, il est possible d'identifier les facteurs de succès et les défis communs. Par exemple, les PME peuvent être étudiées pour comprendre comment elles parviennent à innover malgré des ressources limitées, ou comment elles accèdent aux marchés internationaux. De même, les entreprises du secteur tertiaire peuvent être analysées pour évaluer l'impact des technologies numériques sur leurs modèles d'affaires et leurs relations avec les clients.

---

<sup>3</sup>Jacquemin, Jean-Pierre, Op.cit. P56.

### **1.1.9 Élaboration de stratégies d'investissement**

Pour les investisseurs, la typologie des entreprises offre des indications précieuses sur les opportunités et les risques associés à différents secteurs et types d'entreprises. Les investissements dans les micro-entreprises et les PME peuvent offrir des rendements élevés en raison de leur potentiel de croissance, mais ils comportent également des risques plus importants. À l'inverse, les investissements dans les grandes entreprises peuvent offrir une stabilité et des rendements plus prévisibles. En utilisant des classifications telles que le GICS, les investisseurs peuvent diversifier leurs portefeuilles et optimiser leurs stratégies en fonction des tendances économiques et sectorielles.

## **1.2 Structure et organisation d'une entreprise**

La structure et l'organisation d'une entreprise sont des éléments cruciaux qui déterminent la manière dont elle est gérée et fonctionne au quotidien. Ces aspects englobent la répartition des tâches et des responsabilités, les relations hiérarchiques, les processus de communication et de décision, ainsi que la capacité de l'entreprise à s'adapter à son environnement. Une structure organisationnelle bien définie permet à l'entreprise de fonctionner de manière cohérente et efficace, en assurant une coordination optimale entre ses différentes parties.<sup>4</sup>

### **1.2.1 Organisation interne**

Les entreprises sont généralement structurées autour de plusieurs fonctions clés, chacune jouant un rôle spécifique et interdépendant pour garantir le bon fonctionnement de l'ensemble. La fonction de production est souvent au cœur des opérations, responsable de la fabrication des biens ou de la prestation des services. Elle s'assure que les produits répondent aux normes de qualité, que les opérations sont efficaces et que la chaîne d'approvisionnement fonctionne sans accroc. Cette fonction inclut également la maintenance des équipements et la gestion des stocks.

La fonction marketing joue un rôle crucial en analysant les besoins du marché et en développant des stratégies pour promouvoir et vendre les produits ou services de l'entreprise. Elle englobe la recherche de marché, la publicité, la gestion des marques, la distribution et la

---

<sup>4</sup>; LE VERNOUX ; Yves « Financement des entreprises » -9<sup>e</sup> édition; Dunod ;France 2020

vente. En collaboration avec la production, le marketing veille à ce que les produits répondent aux attentes des clients et soient accessibles sur le marché.

La fonction financière gère les ressources économiques de l'entreprise. Elle est responsable de la planification financière, de la gestion des budgets, de la comptabilité, et des relations avec les investisseurs et les institutions financières. Cette fonction assure que l'entreprise dispose des fonds nécessaires pour ses opérations et ses investissements, tout en veillant à une gestion prudente et rentable de ses ressources.

La fonction des ressources humaines (RH) est essentielle pour la gestion du personnel de l'entreprise. Elle couvre le recrutement, la formation, le développement des carrières, et la gestion des relations sociales. Les RH veillent à ce que l'entreprise dispose des compétences nécessaires pour atteindre ses objectifs et s'efforcent de maintenir un environnement de travail motivant et productif.<sup>5</sup>

### **1.2.2 Gouvernance et gestion**

La gouvernance et la gestion définissent comment l'entreprise est dirigée et contrôlée. Les structures de gouvernance varient selon la taille, la structure juridique et la complexité de l'entreprise. Le conseil d'administration est souvent au sommet de cette structure, chargé de la surveillance des décisions stratégiques et de la protection des intérêts des actionnaires. Composé d'administrateurs internes et externes, le conseil d'administration apporte une vision diversifiée et une expertise variée pour guider l'entreprise.

La direction générale est responsable de la gestion quotidienne des opérations. Elle met en œuvre les décisions du conseil d'administration et définit la stratégie à long terme. La direction générale doit s'assurer que toutes les fonctions de l'entreprise travaillent en harmonie pour atteindre les objectifs fixés. Cela inclut la coordination des activités, la gestion des ressources et l'adaptation aux changements de l'environnement externe.

### **1.2.3 Cycle de vie de l'entreprise**

Le cycle de vie d'une entreprise décrit les différentes étapes de sa croissance et de son développement. Chaque phase présente des défis et des opportunités uniques. La phase de création est marquée par le développement de l'idée d'entreprise, la recherche de

---

<sup>5</sup>Richard, Alain, « Gérer et financer son entreprise », 5<sup>ème</sup> édition, Editions Ellipses France 2022. P119

financements, et la constitution juridique. C'est une période de forte incertitude, où les fondateurs doivent surmonter des obstacles importants pour établir leur entreprise.

La phase de croissance voit une expansion rapide des activités, des ventes et des effectifs. L'entreprise doit alors mettre en place des systèmes et des processus pour gérer cette croissance de manière durable. L'accent est mis sur l'acquisition de parts de marché, l'augmentation de la capacité de production, et le renforcement de la présence sur le marché.

Lorsque l'entreprise atteint sa maturité, ses ventes se stabilisent et elle entre dans une phase de consolidation. L'objectif est alors d'optimiser les opérations, de maximiser l'efficacité et de maintenir une position concurrentielle. L'entreprise doit innover continuellement pour rester pertinente et répondre aux besoins changeants des clients.<sup>6</sup>

La phase de déclin se caractérise par une baisse des ventes, une diminution des profits et une perte de compétitivité. L'entreprise doit alors envisager des stratégies de restructuration, d'innovation ou de diversification pour éviter la faillite. Cela peut inclure la recherche de nouveaux marchés, le développement de nouveaux produits, ou la réorganisation interne pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité.

#### **1.2.4 Adaptation à l'environnement**

Une entreprise doit continuellement s'adapter à son environnement pour survivre et prospérer. Cela inclut l'adaptation aux changements économiques, technologiques, socioculturels et réglementaires. Les entreprises qui réussissent sont celles qui parviennent à anticiper ces changements et à ajuster leur stratégie en conséquence.

Par exemple, l'avènement de la technologie numérique a transformé de nombreux secteurs, obligeant les entreprises à adopter de nouvelles technologies et à repenser leurs modèles d'affaires. Les entreprises doivent également être conscientes des tendances socioculturelles, telles que l'importance croissante de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et la demande des consommateurs pour des produits durables et éthiques.

Les entreprises doivent également naviguer dans un environnement réglementaire en constante évolution. Les changements dans les lois et les réglementations peuvent avoir un impact significatif sur leurs opérations. Une bonne gouvernance et une gestion efficace permettent à l'entreprise de rester conforme aux réglementations et d'éviter les risques juridiques.

---

<sup>6</sup> Jacquemin, Jean-Pierre. Op.Cit. P117

La structure et l'organisation d'une entreprise sont essentielles pour assurer son efficacité et sa compétitivité. En structurant les fonctions internes de manière cohérente, en mettant en place une gouvernance et une gestion solides, et en s'adaptant continuellement à son environnement, une entreprise peut naviguer avec succès à travers les différentes phases de son cycle de vie. Une compréhension approfondie de ces aspects permet aux dirigeants de prendre des décisions éclairées et stratégiques, garantissant ainsi la pérennité et la croissance de l'entreprise.

### **1.3 L'Environnement de l'entreprise**

L'environnement de l'entreprise est un ensemble complexe de facteurs externes qui influencent ses activités et ses décisions stratégiques. Comprendre cet environnement est crucial pour toute organisation souhaitant naviguer avec succès dans un marché concurrentiel. L'analyse de l'environnement de l'entreprise permet d'identifier les opportunités et les menaces, d'évaluer les forces et les faiblesses internes, et de développer des stratégies adaptées pour assurer la pérennité et la croissance de l'entreprise.

#### **1.3.1 L'environnement macroéconomique**

L'environnement macroéconomique englobe les facteurs économiques généraux qui affectent l'ensemble des entreprises au niveau national ou régional. La croissance économique est l'un de ces facteurs cruciaux. Elle détermine la demande de biens et services produits par les entreprises. Lorsqu'une économie est en expansion, les entreprises bénéficient d'une augmentation de la demande, ce qui stimule leurs ventes et leurs profits. En revanche, en période de récession, la demande diminue, ce qui peut entraîner une baisse des revenus et des bénéfices.

L'inflation est un autre facteur macroéconomique important. Elle affecte les coûts de production en augmentant les prix des matières premières et des services. Une inflation élevée peut réduire les marges bénéficiaires des entreprises si elles ne peuvent pas répercuter ces coûts sur leurs clients. Les taux d'intérêt, quant à eux, influencent les coûts de financement. Des taux d'intérêt élevés augmentent les charges financières des entreprises qui ont recours à l'emprunt pour financer leurs investissements. À l'inverse, des taux d'intérêt bas facilitent l'accès au crédit et encouragent les investissements.

Le taux de change a également un impact significatif sur les entreprises, notamment celles qui sont impliquées dans le commerce international. Un taux de change favorable peut

rendre les exportations plus compétitives sur les marchés étrangers, tandis qu'un taux de change défavorable peut augmenter le coût des importations. La politique budgétaire et la politique monétaire sont des outils utilisés par les gouvernements et les banques centrales pour influencer l'activité économique. Les politiques budgétaires expansives, par exemple, peuvent stimuler la demande en augmentant les dépenses publiques, tandis que les politiques monétaires restrictives peuvent ralentir l'inflation en augmentant les taux d'intérêt.

### **1.3.2 L'environnement juridique et réglementaire**

L'environnement juridique et réglementaire regroupe l'ensemble des lois et des réglementations qui encadrent l'activité des entreprises. Le droit des sociétés est fondamental, car il régit la création, la gestion et la dissolution des entreprises. Les entreprises doivent se conformer aux obligations légales en matière de gouvernance, de comptabilité et de transparence. Le non-respect de ces obligations peut entraîner des sanctions sévères, voire la dissolution de l'entreprise.

Le droit du travail encadre les relations entre les employeurs et les employés, définissant les conditions de travail, les droits et obligations des deux parties, et les règles de protection sociale. Les entreprises doivent respecter les lois sur le salaire minimum, les heures de travail, les conditions de sécurité et de santé au travail, ainsi que les droits syndicaux. Le droit fiscal, quant à lui, définit les impôts et taxes que les entreprises doivent payer. Une fiscalité excessive peut dissuader les investissements et réduire les marges bénéficiaires, tandis qu'une fiscalité avantageuse peut encourager la création et le développement des entreprises.<sup>7</sup>

Le droit de la consommation protège les consommateurs en encadrant les pratiques commerciales. Les entreprises doivent garantir la qualité et la sécurité de leurs produits, fournir des informations transparentes et honnêtes, et respecter les droits des consommateurs. Le non-respect de ces règles peut entraîner des litiges coûteux et nuire à la réputation de l'entreprise. Le droit de l'environnement, enfin, réglemente la protection de l'environnement et la pollution. Les entreprises doivent se conformer aux normes environnementales, réduire leur empreinte écologique et gérer les déchets de manière responsable.

---

<sup>7</sup> MERIC, Jean-Luc « Financement des entreprises - Stratégies et techniques » Editions Gualino, France 2021. P97

### **1.3.3 L'environnement concurrentiel**

L'environnement concurrentiel est constitué des entreprises opérant sur le même marché et proposant des produits ou services similaires. Analyser cet environnement est essentiel pour développer une stratégie compétitive. L'analyse des forces de Porter est un outil utile pour comprendre les dynamiques concurrentielles. Elle identifie les cinq forces qui influencent la concurrence : la menace d'entrée de nouveaux concurrents, le pouvoir de négociation des fournisseurs, le pouvoir de négociation des clients, la menace de produits de substitution et l'intensité de la concurrence entre les entreprises existantes. Comprendre ces forces permet à une entreprise de positionner ses produits de manière stratégique, de renforcer ses avantages concurrentiels et de minimiser les risques.

L'analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) est un autre outil précieux pour évaluer l'environnement concurrentiel. Elle permet d'identifier les forces internes de l'entreprise, telles que ses compétences clés et ses ressources, ainsi que ses faiblesses, comme les lacunes dans ses capacités ou ses processus. L'analyse SWOT met également en lumière les opportunités externes, telles que les tendances de marché favorables ou les nouvelles technologies, et les menaces, telles que les changements réglementaires ou les actions des concurrents. En utilisant cette analyse, une entreprise peut développer des stratégies pour exploiter ses forces et ses opportunités, tout en atténuant ses faiblesses et en se protégeant contre les menaces.

### **1.3.4 L'environnement technologique**

L'environnement technologique comprend les innovations et les avancées technologiques qui peuvent être utilisées par les entreprises pour améliorer leurs produits, services ou processus. L'adoption de nouvelles technologies peut offrir un avantage compétitif significatif. Par exemple, l'automatisation des processus de production peut réduire les coûts et augmenter l'efficacité, tandis que l'utilisation de technologies de l'information et de la communication peut améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la satisfaction des clients. Les entreprises doivent surveiller les développements technologiques dans leur secteur et être prêtes à investir dans les innovations qui leur permettront de rester compétitives.

**1.3.5 L'environnement socioculturel**

L'environnement socioculturel regroupe les valeurs, les normes et les tendances sociales qui influencent les comportements des consommateurs et les attentes des entreprises. Les changements démographiques, tels que le vieillissement de la population ou l'augmentation de la diversité ethnique, peuvent affecter la demande de produits et services. De même, les tendances culturelles, comme la montée du consumérisme durable et éthique, peuvent influencer les choix des consommateurs. Les entreprises doivent comprendre ces tendances socioculturelles pour adapter leurs offres et leurs stratégies de marketing. Par exemple, une entreprise peut développer des produits respectueux de l'environnement pour répondre à la demande croissante de consommation responsable.<sup>8</sup>

**1.3.6 L'environnement naturel**

L'environnement naturel comprend les ressources naturelles et les facteurs environnementaux qui peuvent affecter les activités des entreprises. La disponibilité des ressources, comme l'eau, l'énergie et les matières premières, est essentielle pour de nombreuses entreprises. Les changements climatiques, les catastrophes naturelles et les régulations environnementales peuvent également avoir un impact significatif. Les entreprises doivent adopter des pratiques durables pour gérer leurs ressources de manière responsable et minimiser leur impact environnemental. Cela peut inclure l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, la réduction des déchets et des émissions de gaz à effet de serre, et la mise en œuvre de politiques de recyclage et de réutilisation.

L'environnement de l'entreprise est un ensemble dynamique et complexe de facteurs externes qui influencent ses activités et ses décisions stratégiques. En analysant l'environnement macroéconomique, juridique et réglementaire, concurrentiel, technologique, socioculturel et naturel, les entreprises peuvent développer des stratégies adaptées pour naviguer avec succès dans un marché en constante évolution. Cette analyse permet de saisir les opportunités, de gérer les risques et de garantir la pérennité et la croissance de l'entreprise. Une compréhension approfondie de ces facteurs externes est essentielle pour les dirigeants qui souhaitent prendre des décisions éclairées et stratégiques, assurant ainsi le succès à long terme de leur organisation.

---

<sup>8</sup> LEULIER, François « Droit et pratique du financement des entreprises » Lexis Nexis, france2020. P19

**Section 2: Besoins de financement des entreprises**

Les entreprises ont besoin de financement pour assurer leur croissance et leur développement. Ce financement peut provenir de différentes sources, telles que les fonds propres, l'endettement ou les subventions.

Les besoins de financement des entreprises varient en fonction de leur taille, de leur secteur d'activité, de leur cycle de vie et de leurs projets d'investissement. Ils peuvent être ponctuels ou récurrents.

La gestion du besoin en financement est un enjeu crucial pour les entreprises. Il s'agit de trouver le bon équilibre entre les différentes sources de financement afin de minimiser les coûts et de maximiser la flexibilité financière.

**2.1 Nature des besoins de financement**

Les besoins de financement des entreprises varient en fonction de nombreux facteurs tels que leur stade de développement, leur secteur d'activité, leurs projets d'investissement, et les objectifs stratégiques qu'elles souhaitent atteindre. Une compréhension approfondie de ces besoins est essentielle pour assurer une gestion financière efficace et durable. Ces besoins de financement peuvent être regroupés en trois grandes catégories : les investissements initiaux, les besoins en fonds de roulement, et les projets d'expansion et de développement.<sup>9</sup>

**2.1.1 Investissements initiaux**

Lors de la création d'une entreprise, les besoins de financement initiaux sont souvent conséquents et déterminants pour la mise en place de l'activité. Ces investissements couvrent divers aspects essentiels au démarrage de l'entreprise. L'achat de matériel et d'équipement est souvent l'une des premières dépenses. Les biens durables, tels que les machines, les outils, les ordinateurs, et autres équipements nécessaires à la production de biens ou services, représentent une part importante des investissements initiaux. Ces équipements sont indispensables pour lancer les opérations et assurer la qualité des produits ou services offerts.

La location ou l'acquisition de locaux constitue également un investissement crucial. L'entreprise a besoin d'un espace de travail pour ses bureaux, son entrepôt, ou son atelier de production. Le choix entre la location et l'achat de locaux dépend des besoins spécifiques de

---

<sup>9</sup> BONNET Véronique Financement de l'innovation – « Investissements et aides publiques » Editions EMS, 2023. P34

l'entreprise et de ses ressources financières. En plus de cela, le développement de produits ou services est une étape clé. Cette phase englobe la recherche et le développement, la conception, les tests, et la commercialisation des produits ou services. Elle nécessite des investissements substantiels en termes de temps, d'efforts et de ressources financières.

La constitution d'un stock initial est également essentielle pour démarrer l'activité. L'entreprise doit disposer d'un stock de matières premières, de produits finis, et de fournitures diverses pour pouvoir répondre immédiatement à la demande des clients. De plus, les frais de marketing et de communication sont indispensables pour faire connaître la nouvelle entreprise et ses offres auprès des clients potentiels. Ces dépenses incluent la publicité, le marketing digital, les relations publiques, et autres activités de promotion. Enfin, les frais administratifs et juridiques, tels que l'immatriculation au registre du commerce, la rédaction des statuts, et la souscription d'assurances, sont des coûts inévitables qui accompagnent la création d'une entreprise.

### **2.1.2 Besoins en fonds de roulement**

Les besoins en fonds de roulement correspondent aux financements nécessaires pour assurer le bon fonctionnement quotidien de l'entreprise. Ils permettent de couvrir les décalages entre les décaissements et les encaissements, garantissant ainsi la liquidité nécessaire pour les opérations courantes. La gestion des stocks est un aspect critique des besoins en fonds de roulement. L'entreprise doit financer l'achat des matières premières et des fournitures nécessaires à la production, ainsi que le stockage des produits finis en attendant leur vente. Une gestion efficace des stocks permet de minimiser les coûts tout en assurant la disponibilité des produits pour répondre à la demande.<sup>10</sup>

Les créances clients représentent un autre élément important des besoins en fonds de roulement. En accordant des délais de paiement à ses clients, l'entreprise ne reçoit pas immédiatement l'argent de ses ventes. Ce décalage entre le moment de la vente et le moment de l'encaissement des paiements doit être financé pour maintenir la liquidité de l'entreprise. De plus, les dettes fournisseurs sont des engagements que l'entreprise doit honorer dans les délais convenus. Les besoins en fonds de roulement permettent de s'assurer que l'entreprise dispose des liquidités nécessaires pour payer ses fournisseurs et ainsi éviter les pénalités de retard et maintenir de bonnes relations commerciales.

---

<sup>10</sup> Amrani, Yacine, Capital-risque et capital-investissement - Stratégies et pratiques, Editions Dunod, France



### **2.1.3 Projets d'expansion et de développement**

À mesure que les entreprises atteignent une certaine maturité, elles ont souvent besoin de financements supplémentaires pour financer des projets d'expansion et de développement. Ces projets peuvent inclure l'ouverture de nouveaux marchés, la réalisation d'acquisitions, l'investissement en recherche et développement, et le développement du capital humain. L'ouverture de nouveaux marchés est une stratégie courante pour les entreprises cherchant à croître. Cela peut impliquer l'expansion vers de nouveaux marchés géographiques ou la conquête de nouveaux segments de clientèle. Ces initiatives nécessitent des dépenses en marketing, en communication, et en adaptation des produits ou services pour répondre aux exigences des nouveaux marchés.

Les acquisitions sont une autre stratégie de croissance. En rachetant d'autres entreprises, une entreprise peut augmenter ses parts de marché, acquérir de nouvelles technologies, ou diversifier ses activités. Les acquisitions peuvent nécessiter des financements importants, notamment pour le paiement du prix d'achat des entreprises cibles. L'investissement en recherche et développement (R&D) est crucial pour l'innovation et la compétitivité. Les entreprises investissent en R&D pour développer de nouveaux produits ou services, améliorer les produits existants, ou explorer de nouveaux marchés. Ces investissements peuvent permettre à l'entreprise de maintenir son avantage concurrentiel et de répondre aux besoins évolutifs des clients.<sup>11</sup>

Enfin, les investissements en capital humain sont essentiels pour améliorer la productivité, la qualité des produits ou services, et la satisfaction des clients. La formation et le développement des compétences des employés sont des investissements importants qui contribuent à la croissance et à la performance de l'entreprise. En investissant dans le capital humain, les entreprises peuvent améliorer leur efficacité opérationnelle, encourager l'innovation, et renforcer leur culture organisationnelle.

---

<sup>11</sup> LAMINE, Abdelkrim « Financement des PME - Enjeux et perspectives » Editions Publibook France 2020. P47

## **2.2 Sources de financement pour les entreprises**

Les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, ont besoin de financements pour diverses raisons : lancement de nouvelles initiatives, expansion, recherche et développement, ou simplement pour maintenir leurs opérations quotidiennes. Ces financements peuvent provenir de diverses sources, classées principalement en deux grandes catégories : le financement interne et le financement externe. Chaque type de financement présente des avantages et des inconvénients spécifiques, et le choix de la source de financement dépend de nombreux facteurs, tels que les besoins de l'entreprise, sa situation financière, son profil de risque, et ses objectifs de croissance.

### **2.2.1 Financement interne**

Le financement interne désigne les ressources financières provenant de l'intérieur de l'entreprise elle-même. Il s'agit généralement des bénéfices réinvestis et des réserves constituées par l'entreprise. L'autofinancement, par exemple, représente l'utilisation des profits réalisés par l'entreprise pour financer ses projets. Cette méthode de financement est particulièrement attrayante car elle n'implique pas de coûts d'emprunt tels que les intérêts, et elle permet à l'entreprise de maintenir son indépendance vis-à-vis des créanciers et des investisseurs externes. Cependant, l'autofinancement peut limiter la capacité d'investissement de l'entreprise si les bénéfices générés sont insuffisants pour couvrir tous les besoins financiers.

Les réserves de l'entreprise constituent une autre forme de financement interne. Ces fonds mis de côté pour des dépenses futures ou pour faire face à des imprévus sont facilement accessibles et ne nécessitent pas de remboursement. La constitution de réserves, bien qu'elle offre une certaine sécurité financière, peut également réduire les profits disponibles pour les actionnaires et nécessiter un effort de gestion pour maintenir un équilibre entre l'accumulation de réserves et la distribution des bénéfices.

### **2.2.2 Financement externe**

Le financement externe provient de sources extérieures à l'entreprise et peut se présenter sous différentes formes, notamment les prêts bancaires, les émissions d'obligations, et les levées de fonds auprès des investisseurs. Les prêts bancaires sont l'une des formes de financement les plus courantes pour les entreprises. Ils permettent d'obtenir des fonds relativement rapidement et facilement, mais nécessitent un remboursement avec intérêts. Les

taux d'intérêt peuvent représenter une charge financière significative, surtout si l'entreprise traverse des périodes de faible rentabilité. De plus, les banques peuvent exiger des garanties et imposer des conditions strictes pour accorder des prêts.

Les émissions d'obligations constituent une autre forme de financement externe. En émettant des obligations, une entreprise peut lever des fonds importants sans diluer son capital social. Les investisseurs qui achètent des obligations reçoivent des intérêts réguliers et sont remboursés en principal à l'échéance de l'obligation. Cette méthode de financement est particulièrement avantageuse pour les entreprises ayant des besoins de financement à long terme. Toutefois, comme pour les prêts bancaires, les obligations doivent être remboursées, ce qui peut poser un risque si l'entreprise ne parvient pas à générer des bénéfices suffisants.

Les levées de fonds auprès des investisseurs représentent une autre option de financement externe. En échange d'une participation au capital de l'entreprise, les investisseurs apportent des fonds. Cette méthode est particulièrement utile pour les entreprises en phase de démarrage ou en forte croissance qui nécessitent des capitaux importants pour se développer rapidement. Cependant, les levées de fonds entraînent une dilution du capital social et accordent aux investisseurs un droit de regard sur la gestion de l'entreprise. Cela peut parfois conduire à des conflits d'intérêts entre les fondateurs et les nouveaux actionnaires.<sup>12</sup>

### **2.2.3 Financement alternatif**

En plus des méthodes traditionnelles, les entreprises peuvent également recourir à des sources de financement alternatives, qui incluent le crowdfunding, les business angels, et le financement participatif. Le crowdfunding permet aux entreprises de collecter des fonds auprès d'un grand nombre de personnes via des plateformes en ligne. Cette méthode est particulièrement attractive pour les petites entreprises et les startups qui peuvent avoir du mal à obtenir des financements traditionnels. Le succès d'une campagne de crowdfunding dépend souvent de la capacité de l'entreprise à susciter l'intérêt et la confiance du public. De plus, les entreprises doivent souvent offrir des contreparties aux investisseurs, ce qui peut représenter un coût supplémentaire.

Les business angels sont des investisseurs privés qui investissent leur propre argent dans des entreprises en phase de démarrage ou de croissance rapide. En plus du capital, ils apportent souvent des conseils et un soutien précieux, grâce à leur expérience et leurs réseaux

---

<sup>12</sup> DERVAUX, Benoît « Crowdfunding - Financement participatif des entreprises » Editions Larcier, France 2021. P61

de contacts. Trouver des business angels peut être difficile, et les conditions d'investissement peuvent être strictes, mais leur apport peut être crucial pour le développement de l'entreprise.

Le financement participatif est une autre forme de financement alternatif qui permet aux entreprises de lever des fonds auprès de plusieurs investisseurs, chacun investissant des sommes relativement modestes. Cette méthode de financement est rapide et peut être facilement accessible, mais elle peut également être coûteuse. Les entreprises doivent souvent céder une part importante de leurs revenus futurs aux investisseurs et faire face à des coûts administratifs élevés pour gérer les nombreuses contributions.

#### **2.2.4 Le Choix de la Source de Financement**

Le choix de la source de financement la plus adaptée à une entreprise dépend de plusieurs facteurs. Les besoins en financement, la situation financière de l'entreprise, son profil de risque, et ses objectifs de croissance sont autant de critères à prendre en compte. Les entreprises doivent comparer attentivement les différentes options disponibles et choisir celle qui répond le mieux à leurs besoins spécifiques. Par exemple, une entreprise en phase de démarrage peut privilégier les levées de fonds ou les business angels pour obtenir des capitaux importants rapidement, tandis qu'une entreprise mature peut préférer les émissions d'obligations pour financer des projets à long terme sans diluer son capital.

En outre, certaines entreprises peuvent avoir accès à des subventions gouvernementales, des aides au développement régional, ou des garanties de crédit, qui peuvent offrir des conditions de financement avantageuses. Les subventions gouvernementales, par exemple, peuvent fournir des fonds sans nécessiter de remboursement, ce qui constitue un avantage considérable. Cependant, l'obtention de ces subventions peut être compétitive et nécessite souvent de répondre à des critères spécifiques et de présenter des projets alignés avec les priorités gouvernementales.<sup>13</sup>

Les aides au développement régional peuvent également fournir des financements attractifs, particulièrement pour les entreprises situées dans des zones géographiques moins développées. Ces aides visent à encourager le développement économique régional et peuvent inclure des prêts à faible taux d'intérêt, des subventions directes, ou des incitations fiscales. Les garanties de crédit, quant à elles, sont offertes par des organismes gouvernementaux ou

---

<sup>13</sup>LEULIER, François, Lexis Nexis« Droit et pratique du financement des entreprises » LEXIS NEXIS France ; 2020. P46

des institutions financières pour réduire le risque pour les prêteurs, facilitant ainsi l'accès des entreprises à des prêts bancaires.

Les sources de financement pour les entreprises sont diverses et chacune présente des avantages et des inconvénients spécifiques. Le financement interne, tel que l'autofinancement et les réserves, permet de conserver l'indépendance de l'entreprise mais peut limiter sa capacité d'investissement. Le financement externe, y compris les prêts bancaires, les émissions d'obligations, et les levées de fonds, offre des moyens d'obtenir des capitaux importants mais peut entraîner des coûts supplémentaires et une dilution du contrôle. Les financements alternatifs, comme le crowdfunding et les business angels, offrent des solutions innovantes et flexibles mais nécessitent souvent des efforts supplémentaires pour attirer les investisseurs et gérer les contributions.

Le choix de la source de financement dépend des besoins spécifiques de l'entreprise, de sa situation financière, de son profil de risque, et de ses objectifs stratégiques. En analysant attentivement les options disponibles et en tenant compte de toutes les implications, les entreprises peuvent choisir les solutions de financement qui leur permettront de se développer de manière durable et réussie.

## **2.3 Critères de choix du financement**

Lorsqu'une entreprise cherche à se financer, elle doit évaluer plusieurs critères clés pour choisir la source de financement la plus appropriée. Ces critères incluent le coût du financement, la flexibilité et le contrôle, ainsi que les risques associés. En analysant ces aspects, une entreprise peut prendre des décisions éclairées qui soutiennent sa croissance et sa stabilité financière à long terme.

### **2.3.1 Coût du financement**

Le coût du financement est l'un des critères les plus cruciaux à considérer. Il englobe divers éléments tels que les taux d'intérêt et les coûts d'émission de titres. Les taux d'intérêt, par exemple, représentent le coût direct des emprunts bancaires. Une entreprise doit comparer les taux proposés par différents prêteurs pour obtenir les conditions les plus favorables. Des taux d'intérêt élevés peuvent alourdir la charge financière de l'entreprise et impacter sa rentabilité.

En outre, les coûts d'émission de titres sont un autre aspect important du coût du financement. Lorsque l'entreprise émet des actions ou des obligations, elle doit souvent payer des frais de souscription, des frais juridiques et des frais d'audit. Ces coûts peuvent s'accumuler rapidement, réduisant ainsi l'efficacité de cette méthode de financement. Par conséquent, il est essentiel d'évaluer soigneusement tous les coûts associés à l'émission de titres pour s'assurer qu'ils sont gérables par rapport aux bénéfices potentiels.

### **2.3.2 Flexibilité et contrôle**

La flexibilité et le contrôle sont également des critères déterminants lors du choix d'une source de financement. La dilution du capital est une considération majeure lorsque l'entreprise émet de nouvelles actions. Cela peut entraîner une réduction de la part de contrôle des propriétaires actuels et influencer la gouvernance de l'entreprise. Avant de procéder à une augmentation de capital, les propriétaires doivent bien comprendre cet impact et être prêts à accepter les changements dans la structure de propriété.

Les conditions de remboursement sont une autre facette importante de la flexibilité du financement. Les emprunts bancaires et les émissions d'obligations viennent souvent avec des conditions spécifiques concernant la durée du prêt, le calendrier de remboursement et les clauses restrictives. Il est crucial de choisir des conditions de remboursement qui alignent les obligations financières de l'entreprise avec sa capacité à générer des flux de trésorerie. Des conditions trop contraignantes peuvent mettre une pression excessive sur les ressources financières de l'entreprise et limiter sa capacité à investir dans d'autres opportunités de croissance.<sup>14</sup>

### **2.3.3 Risques associés**

L'évaluation des risques associés à chaque source de financement est essentielle pour assurer la stabilité financière de l'entreprise. Le risque de liquidité, par exemple, concerne la capacité de l'entreprise à respecter ses engagements financiers à court terme, tels que le paiement des salaires et des factures. Si une source de financement aggrave ce risque, elle pourrait compromettre la capacité de l'entreprise à fonctionner efficacement. Par conséquent, il est important de choisir une option de financement qui n'exacerbe pas les problèmes de liquidité.

---

<sup>14</sup> RICHARD, Alain « Gérer et financer son entreprise » - 5e édition Editions Ellipses, France 2022. P56

Le risque de taux est un autre facteur crucial à considérer. Les taux d'intérêt peuvent fluctuer en fonction des conditions économiques, ce qui peut affecter le coût des emprunts à taux variable. Pour atténuer ce risque, les entreprises peuvent mettre en place des stratégies de couverture telles que l'utilisation de produits dérivés pour stabiliser les coûts d'intérêt. Comprendre et gérer le risque de taux est essentiel pour protéger l'entreprise contre les variations imprévues des coûts d'emprunt.

Le risque de marché, quant à lui, concerne la fluctuation de la valeur des titres émis en fonction des conditions du marché. Les actions et les obligations peuvent voir leur valeur changer en raison de facteurs économiques, politiques ou sectoriels. Les entreprises doivent être conscientes de ce risque et le prendre en compte lorsqu'elles émettent des titres. Une compréhension approfondie des conditions du marché et des tendances économiques peut aider à minimiser l'impact de ce risque sur la performance financière de l'entreprise.

#### **2.3.4 Relation avec les prêteurs et investisseurs**

Au-delà des coûts, de la flexibilité et des risques, il est également important de considérer la relation avec les prêteurs ou les investisseurs. Une bonne relation peut faciliter l'accès à des fonds supplémentaires à l'avenir et offrir des conditions de financement plus favorables. Les prêteurs qui connaissent bien l'entreprise et ses opérations sont souvent plus disposés à offrir des conditions flexibles et à soutenir l'entreprise en période de difficulté.

De même, les investisseurs qui comprennent et soutiennent la vision à long terme de l'entreprise peuvent apporter non seulement des fonds, mais aussi des conseils précieux et des opportunités de réseautage. Une relation solide avec les investisseurs peut renforcer la confiance et la crédibilité de l'entreprise, ce qui est bénéfique pour sa réputation et son développement futur.

#### **2.3.5 Impact sur la Réputation de l'Entreprise**

Le choix de la source de financement peut également avoir un impact sur la réputation de l'entreprise. Une gestion prudente et transparente des finances renforce la confiance des parties prenantes, y compris les clients, les fournisseurs, et les employés. Par exemple, une entreprise qui réussit à lever des fonds par des méthodes innovantes comme le crowdfunding peut améliorer son image de marque et attirer davantage de soutien public.

D'autre part, des décisions de financement perçues comme risquées ou mal gérées peuvent nuire à la réputation de l'entreprise. Il est donc crucial de communiquer clairement les raisons et les bénéfices des choix de financement aux parties prenantes pour maintenir une image positive et renforcer la crédibilité de l'entreprise sur le marché.

### **2.3.6 Objectifs à Long Terme de l'Entreprise**

Enfin, les objectifs à long terme de l'entreprise jouent un rôle central dans le choix de la source de financement. Une entreprise en phase de croissance rapide peut avoir des besoins de financement très différents d'une entreprise en phase de maturité. Par exemple, une startup peut privilégier les levées de fonds auprès de capital-risqueurs pour bénéficier de capitaux importants et de l'expertise des investisseurs, tandis qu'une entreprise mature peut préférer l'autofinancement ou les obligations pour financer des projets d'expansion sans diluer son capital.<sup>15</sup>

Il est important d'aligner la stratégie de financement avec les objectifs stratégiques de l'entreprise pour maximiser les chances de réussite. Les dirigeants doivent évaluer comment chaque option de financement soutient les plans de croissance, d'innovation, ou de diversification de l'entreprise, et choisir celle qui offre le meilleur alignement avec ces objectifs.

## **Conclusion du chapitre I :**

Le financement est un aspect crucial de la gestion d'une entreprise, jouant un rôle déterminant dans sa capacité à se développer, innover et survivre aux défis économiques. Ce chapitre a exploré en profondeur les diverses sources de financement disponibles pour les entreprises, les critères de choix du financement, ainsi que les facteurs influençant ces décisions.

L'analyse des besoins de financement révèle que les entreprises requièrent des fonds non seulement pour démarrer leurs activités mais aussi pour maintenir et étendre leurs opérations. Les investissements initiaux, les besoins en fonds de roulement, et les projets d'expansion nécessitent tous des ressources financières importantes. Une gestion efficace de ces besoins est essentielle pour assurer la continuité et la croissance de l'entreprise.

---

<sup>15</sup>Bonnet, Véronique« Financement de l'innovation - Investissements et aides publiques »Editions EMS france2023. P73

Les entreprises peuvent recourir à différentes sources de financement, chacune avec ses avantages et inconvénients. Le financement interne, tel que l'autofinancement et l'utilisation des réserves, offre une solution peu coûteuse mais peut limiter la capacité d'investissement en raison de la réduction des liquidités disponibles. Le financement externe, incluant les prêts bancaires, les émissions d'obligations et les levées de fonds, permet de mobiliser des capitaux significatifs mais impose des contraintes telles que le remboursement avec intérêts et la dilution du capital.

Les formes de financement alternatives, telles que le crowdfunding, les businessangels et le financement participatif, ont gagné en popularité ces dernières années. Ces options offrent des avantages spécifiques, notamment la capacité de lever des fonds rapidement et l'accès à un réseau de soutien et de conseils. Cependant, elles présentent également des risques, tels que le manque de garantie de succès et les coûts potentiellement élevés.

Le choix de la source de financement dépend de plusieurs critères. Le coût du financement, incluant les taux d'intérêt et les coûts d'émission de titres, doit être soigneusement évalué pour minimiser la charge financière sur l'entreprise. La flexibilité et le contrôle sont également des considérations majeures, car certaines options de financement peuvent diluer la part de contrôle des propriétaires ou imposer des conditions de remboursement strictes. En outre, les risques associés, tels que le risque de liquidité, le risque de taux et le risque de marché, doivent être pris en compte pour assurer une gestion financière prudente et éviter les difficultés économiques.

Enfin, le financement joue un rôle stratégique dans l'atteinte des objectifs à long terme de l'entreprise. Les dirigeants doivent aligner leurs choix de financement avec les plans de croissance, d'innovation et de diversification de l'entreprise. Une stratégie de financement bien pensée peut non seulement fournir les ressources nécessaires mais aussi renforcer la réputation de l'entreprise et faciliter l'accès à des fonds supplémentaires à l'avenir.

En conclusion, une compréhension approfondie des différentes sources de financement, des critères de choix et des risques associés permet aux entreprises de prendre des décisions éclairées et stratégiques. Cela contribue à leur stabilité financière, à leur croissance soutenue et à leur capacité à naviguer avec succès dans un environnement économique complexe et en constante évolution.

**Introduction du chapitre II**

Le financement bancaire des entreprises représente un pilier fondamental du développement économique et de la croissance des sociétés modernes. À travers les âges, les banques ont évolué pour devenir des institutions essentielles, offrant des services financiers variés qui permettent aux entreprises de prospérer et d'innover. Ce chapitre explore en profondeur le rôle central que jouent les banques dans le soutien financier aux entreprises, en examinant les différentes facettes de ce financement, les mécanismes sous-jacents, ainsi que les enjeux et défis qui l'accompagnent.

Au cœur de toute économie dynamique, les entreprises ont besoin de capitaux pour démarrer, se développer, innover et parfois surmonter des difficultés temporaires. Le financement bancaire répond à ces besoins en offrant des solutions adaptées à chaque phase du cycle de vie d'une entreprise. Que ce soit pour l'achat d'équipements, l'expansion des opérations, le financement des stocks, ou la gestion des flux de trésorerie, les banques proposent une gamme de produits financiers diversifiés. Ces produits incluent des prêts à court et long terme, des lignes de crédit, des découverts bancaires, ainsi que des facilités de crédit spéciales comme les crédits-bails et les financements par emprunt obligataire.

Les banques ne se contentent pas de fournir des fonds; elles jouent également un rôle consultatif crucial. Grâce à leur expertise et à leur connaissance du marché, elles peuvent offrir des conseils précieux sur la structure de capital optimale, les stratégies de gestion de la trésorerie, et les meilleures pratiques en matière de gestion financière. Cette relation dépasse souvent la simple transaction financière pour devenir un véritable partenariat stratégique, où la banque agit comme un conseiller de confiance, aidant l'entreprise à naviguer dans un environnement économique souvent complexe et imprévisible.

Le processus de financement bancaire commence généralement par une évaluation rigoureuse de la solvabilité de l'entreprise. Les banques utilisent divers critères pour évaluer le risque associé à l'octroi d'un crédit, incluant les états financiers, les antécédents de crédit, le plan d'affaires et les perspectives de croissance de l'entreprise. Cette évaluation minutieuse permet de déterminer la capacité de l'entreprise à rembourser le prêt, minimisant ainsi les risques pour la banque tout en assurant que l'entreprise obtienne les fonds nécessaires à des conditions justes et appropriées.

Cependant, l'accès au financement bancaire n'est pas sans défis. Les petites et moyennes entreprises (PME), en particulier, peuvent rencontrer des obstacles en raison de leur taille, de leur historique de crédit limité, ou de leur manque de garanties suffisantes. Les banques, soucieuses de la gestion du risque, peuvent imposer des conditions strictes ou des taux d'intérêt plus élevés, rendant l'accès au financement plus difficile pour ces entreprises. C'est dans ce contexte que les gouvernements et les institutions internationales interviennent souvent pour faciliter l'accès au crédit, en mettant en place des programmes de garantie de prêt, des subventions ou des incitations fiscales.<sup>1</sup>

Le paysage financier global a également été transformé par l'émergence de nouvelles technologies et de nouveaux acteurs non bancaires. La fintech, en particulier, a introduit des modèles innovants de financement alternatif, tels que le crowdfunding et les plateformes de prêt entre pairs (P2P). Ces innovations offrent aux entreprises des options supplémentaires pour lever des fonds, souvent avec des processus plus rapides et plus flexibles que les canaux bancaires traditionnels. Toutefois, malgré cette diversification des sources de financement, les banques restent un acteur incontournable, en raison de leur capacité à fournir des fonds à grande échelle et de leur expertise éprouvée en gestion de risque.

---

<sup>1</sup>THOMAS, Philippe « Ingénierie financière » édition Dunod, France France 2021, P42

**Section 1: Généralités sur la banque et les crédits****1.1 Fonctions et rôle des banques**

Les banques jouent un rôle central dans le système économique mondial, agissant non seulement comme des intermédiaires financiers, mais aussi en offrant une gamme de services cruciaux aux entreprises et aux particuliers. Elles contribuent également à la stabilité et à la croissance économique, tout en étant soumises à une régulation rigoureuse pour éviter les crises financières. Ce texte explore en profondeur les diverses fonctions des banques et leur rôle dans l'économie.

**1.1.1 Intermédiation financière**

L'une des fonctions les plus fondamentales des banques est l'intermédiation financière. En collectant les dépôts des épargnants et en les redistribuant sous forme de crédits aux emprunteurs, les banques facilitent la circulation des capitaux dans l'économie. Ce processus est essentiel pour plusieurs raisons. Premièrement, il permet aux épargnants de recevoir des intérêts sur leurs dépôts, offrant ainsi une incitation à épargner. Deuxièmement, il fournit aux emprunteurs les fonds nécessaires pour investir dans des projets productifs, qu'il s'agisse de l'achat d'une maison, de l'expansion d'une entreprise ou du financement de nouvelles infrastructures. Les banques évaluent soigneusement la solvabilité des emprunteurs pour minimiser le risque de défaut, garantissant ainsi que les fonds prêtés sont utilisés de manière efficace et productive.<sup>2</sup>

**1.1.2 Services bancaires**

Les banques offrent une gamme variée de services aux entreprises et aux particuliers, allant bien au-delà de la simple collecte et distribution des fonds.

**1.1.2.1 Gestion des comptes**

Les banques gèrent les comptes courants, les comptes d'épargne et les dépôts à terme pour leurs clients. Ces services permettent aux entreprises de gérer leurs liquidités de manière efficace, facilitant ainsi les opérations quotidiennes telles que le paiement des salaires, l'achat de fournitures et le règlement des factures. Les comptes courants offrent une flexibilité

---

<sup>2</sup>Amar ; Rocchi, Jean-Michel, Douhane« Techniques d'ingénierie financière » Editions Publibook, France ;2019. P14

maximale, permettant des dépôts et des retraits à tout moment, tandis que les comptes d'épargne et les dépôts à terme offrent des taux d'intérêt plus élevés en échange d'un accès plus limité aux fonds.

### **1.1.2.2 Services de paiement**

Les services de paiement des banques facilitent les transactions domestiques et internationales. Les virements bancaires, les chèques, les cartes de crédit et d'autres instruments de paiement permettent aux entreprises de régler leurs obligations financières rapidement et en toute sécurité. Ces services sont particulièrement importants dans le commerce international, où les banques offrent également des lettres de crédit et des garanties de paiement pour réduire les risques associés aux transactions transfrontalières.

### **1.1.2.3 Conseils financiers**

Les banques fournissent également des conseils financiers aux entreprises, couvrant des domaines tels que la gestion financière, la planification fiscale et l'investissement. Ces conseils peuvent aider les entreprises à optimiser leur structure de capital, à minimiser leur charge fiscale et à identifier des opportunités d'investissement rentables. Les banques d'investissement, en particulier, jouent un rôle clé en fournissant des conseils stratégiques pour les fusions et acquisitions, les introductions en bourse et d'autres transactions complexes.<sup>3</sup>

### **1.1.2.4 Financement et crédits**

Le financement est l'une des principales fonctions des banques, qui offrent une gamme de produits de crédit adaptés aux besoins des entreprises. Les prêts à court terme, comme les lignes de crédit, permettent de financer les besoins de trésorerie temporaires, tandis que les prêts à moyen et long terme sont utilisés pour des investissements plus substantiels, tels que l'achat d'équipements ou l'expansion des installations. Les banques peuvent également structurer des financements spécialisés, tels que les crédits-bails, les prêts hypothécaires commerciaux et les financements de projets, pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises.

---

<sup>3</sup><https://www.afif.asso.fr/francais> (consulté le 09/06/2024)

**1.1.3 Rôle économique et régulation**

Les banques jouent un rôle vital dans le bon fonctionnement de l'économie en facilitant les échanges commerciaux, en soutenant l'investissement et en favorisant la croissance économique. Leur capacité à mobiliser et à allouer les ressources financières de manière efficace est essentielle pour le développement économique. Cependant, cette capacité s'accompagne de responsabilités importantes et de risques potentiels.

**1.1.3.1 Stabilité économique**

Les banques sont essentielles à la stabilité économique. En maintenant la confiance dans le système financier, elles assurent que les dépôts des clients sont en sécurité et que les crédits accordés sont gérés de manière prudente. La stabilité des banques est cruciale pour éviter les paniques bancaires, où les déposants tentent de retirer massivement leurs fonds, ce qui peut conduire à des faillites bancaires et à des crises économiques.<sup>4</sup>

**1.1.3.2 Régulation bancaire**

Pour assurer la stabilité du système financier, les activités des banques sont strictement régulées. Les accords de Bâle III, par exemple, imposent des exigences en matière de capital, de liquidité et de gestion des risques. Les banques doivent maintenir un certain niveau de capital pour absorber les pertes éventuelles, ce qui réduit le risque de faillite. Elles doivent également gérer leurs liquidités de manière à pouvoir honorer leurs obligations à court terme, même en période de stress financier. De plus, les régulations imposent des limites sur l'effet de levier, c'est-à-dire le ratio entre les actifs et les capitaux propres, pour éviter les prises de risque excessives.

**1.1.3.3 Réduction des risques systémiques**

Les régulations visent également à réduire les risques systémiques, c'est-à-dire les risques qui pourraient avoir des répercussions sur l'ensemble du système financier. Les grandes banques, souvent désignées comme "too big to fail", sont soumises à des régulations encore plus strictes pour s'assurer qu'elles ne mettent pas en danger la stabilité financière globale. Les régulateurs surveillent de près les activités de ces banques et peuvent intervenir en cas de besoin pour prévenir une crise.

---

<sup>4</sup> Thomas, Philippe, « Ingénierie financière » Dunod, France, 2021. P19

**1.1.4 Impact des banques sur l'innovation et le développement**

Au-delà de leur rôle traditionnel, les banques jouent également un rôle crucial dans l'innovation et le développement économique. En finançant des projets de recherche et développement, elles contribuent à l'émergence de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'affaires. Les banques d'investissement, par exemple, soutiennent les start-ups innovantes et les entreprises en croissance rapide en leur fournissant les fonds nécessaires pour se développer.

**1.1.4.1 Soutien aux PME**

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont souvent les moteurs de l'innovation et de la création d'emplois. Les banques jouent un rôle crucial en fournissant des financements adaptés aux besoins des PME, qui peuvent avoir des difficultés à accéder aux marchés de capitaux traditionnels. Les prêts bancaires, les garanties de crédit et les services de conseil permettent aux PME de se développer et de contribuer à la croissance économique.<sup>5</sup>

**1.1.4.2 Promotion du développement durable**

De plus en plus, les banques intègrent des critères de développement durable dans leurs politiques de crédit et d'investissement. En finançant des projets respectueux de l'environnement et en encourageant les pratiques commerciales durables, elles contribuent à la transition vers une économie plus verte et plus résiliente. Les banques peuvent également jouer un rôle de pionnier en développant des produits financiers innovants, tels que les obligations vertes, qui permettent de canaliser des fonds vers des projets à fort impact environnemental.

Les banques sont des acteurs clés de l'économie, jouant un rôle multifonctionnel qui va au-delà de la simple intermédiation financière. En offrant une gamme variée de services, elles soutiennent les entreprises dans leur gestion quotidienne, leur croissance et leur développement stratégique. Leur rôle dans la stabilité économique et la régulation est crucial pour éviter les crises financières et garantir la confiance dans le système financier. Enfin, en soutenant l'innovation et en promouvant le développement durable, les banques contribuent de manière significative au développement économique et social. Pour toutes ces raisons, la compréhension des fonctions et du rôle des banques est essentielle pour appréhender les dynamiques économiques contemporaines et les défis futurs du secteur financier.

---

<sup>5</sup>AMAR ; Rocchi, Jean-Michel, Douhane, Idem, P30

**1.2 Types de crédits bancaires pour les entreprises**

Les entreprises ont souvent besoin de financement pour soutenir leur fonctionnement quotidien et leur expansion à long terme. Les banques offrent une variété de crédits adaptés aux différentes exigences des entreprises. Ces crédits peuvent être classés en deux grandes catégories : les crédits à court terme et les crédits à moyen et long terme.

**1.2.1 Crédits à court terme**

Les crédits à court terme sont principalement utilisés pour financer les besoins de trésorerie immédiats des entreprises. Ils permettent de couvrir les dépenses courantes telles que le paiement des salaires, des factures et des stocks. Généralement, ces crédits doivent être remboursés dans un délai d'un an.

**1.2.1.1 Facilités de caisse**

Les facilités de caisse sont des crédits temporaires accordés par les banques pour répondre à des besoins de trésorerie urgents. Elles sont souvent utilisées pour pallier des décalages de trésorerie de quelques jours ou semaines. Par exemple, une entreprise peut avoir besoin de payer ses fournisseurs immédiatement alors que ses clients ne régleront leurs factures qu'à la fin du mois. La facilité de caisse permet de combler cet écart de trésorerie temporaire.

**1.2.1.2 Découverts bancaires**

Le découvert bancaire est une autre forme de crédit à court terme, qui permet à une entreprise de dépenser plus que le solde disponible sur son compte courant, jusqu'à un certain plafond autorisé par la banque. Cela offre une flexibilité financière aux entreprises pour gérer leurs dépenses imprévues ou pour surmonter des périodes de faiblesse de trésorerie. Cependant, les découverts bancaires doivent être gérés avec précaution en raison des taux d'intérêt généralement élevés.

**1.2.1.3 Crédits de campagne**

Les crédits de campagne sont conçus pour les entreprises ayant des besoins saisonniers en trésorerie. Par exemple, les entreprises agricoles ou celles qui opèrent dans le secteur du commerce de détail peuvent avoir besoin de financements supplémentaires pendant certaines

périodes de l'année, comme les récoltes ou les fêtes de fin d'année. Ces crédits permettent de financer l'achat de stocks ou la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire pendant ces périodes.

### **1.2.2 Crédits à moyen et long terme**

Les crédits à moyen et long terme sont utilisés pour financer des investissements significatifs qui nécessitent un remboursement sur plusieurs années. Ces investissements peuvent inclure l'achat de machines, d'équipements, ou de biens immobiliers.

#### **1.2.2.1 Prêts amortissables**

Les prêts amortissables sont les crédits les plus courants. Ils sont remboursés par des mensualités constantes qui incluent une partie du capital emprunté et des intérêts. Ces prêts sont souvent utilisés pour financer l'achat d'équipements coûteux ou pour des projets d'expansion. Le montant des mensualités est calculé de manière à ce que le prêt soit totalement remboursé à la fin de la période convenue.<sup>6</sup>

#### **1.2.2.2 Crédits-bails**

Le crédit-bail, ou leasing, est une opération de financement dans laquelle une entreprise loue un bien à une société de financement avec une option d'achat à la fin du contrat de location. Ce type de financement est particulièrement intéressant pour les entreprises qui souhaitent utiliser des équipements ou des véhicules sans engager immédiatement de grandes dépenses en capital. À la fin du contrat, l'entreprise peut choisir d'acheter le bien pour un montant résiduel convenu à l'avance.

#### **1.2.2.3 Prêts hypothécaires**

Les prêts hypothécaires sont des crédits garantis par un bien immobilier. Ces prêts sont souvent utilisés pour financer l'achat de locaux commerciaux ou d'usines. Les taux d'intérêt des prêts hypothécaires sont généralement plus bas que ceux des autres types de crédits, en raison de la garantie apportée par le bien immobilier. Cependant, en cas de défaut de paiement, la banque peut saisir et vendre le bien pour récupérer le montant du prêt.

---

<sup>6</sup>PENE, Didier « Evaluation et montages financiers, Evaluation et prise de contrôle del'entreprise », édition Economica, France, 2018. P70

**1.2.2.4 Crédit renouvelable**

Le crédit renouvelable, ou crédit revolving, est une ligne de crédit flexible qui permet aux entreprises d'emprunter et de rembourser des fonds selon leurs besoins. Contrairement aux prêts amortissables, le crédit renouvelable ne nécessite pas de remboursement d'un montant fixe chaque mois. Les entreprises peuvent emprunter jusqu'à une limite prédéterminée et rembourser les fonds empruntés à leur rythme, ce qui offre une grande flexibilité.

**1.2.3 Produits de financement spécialisés**

En plus des crédits standard, les banques proposent des produits de financement plus spécialisés pour répondre à des besoins spécifiques des entreprises.

**1.2.3.1 Crédit-Revolving**

Le crédit-revolving est similaire à une carte de crédit, mais destiné aux entreprises. Il permet d'effectuer des achats et de rembourser les fonds dépensés chaque mois. Ce type de crédit est particulièrement utile pour financer les achats réguliers et récurrents, offrant une flexibilité en termes de gestion de trésorerie.<sup>7</sup>

**1.2.3.2 Factoring**

Le factoring, ou affacturage, est une technique de financement où une entreprise vend ses créances à une société d'affacturage. En échange, l'entreprise reçoit immédiatement une avance en liquidités, généralement un pourcentage du montant total des créances. Cela permet de libérer des fonds immobilisés dans les créances clients et de réduire le risque de défaut de paiement. Le factoring est particulièrement utile pour les entreprises qui ont des cycles de vente longs ou des clients qui paient tardivement.

**1.2.4 Choix du type de crédit**

Le choix du type de crédit le plus adapté à une entreprise dépend de plusieurs facteurs, tels que les besoins en financement, la situation financière de l'entreprise et ses objectifs de développement. Il est crucial pour les entreprises de comparer les différentes offres des banques pour choisir le produit qui répond le mieux à leurs besoins spécifiques.

---

<sup>7</sup>JOLY, Vincent, « Gualino Lex « Droit des sociétés et montages financiers » Gualino Lex ; France 2017, P110

**1.2.4.1 Analyse des besoins en financement**

Avant de choisir un crédit, une entreprise doit évaluer ses besoins en financement. S'agit-il de financer des dépenses courantes ou des investissements à long terme ? La réponse à cette question déterminera le type de crédit le plus approprié. Les crédits à court terme sont idéaux pour les besoins de trésorerie immédiats, tandis que les crédits à moyen et long terme conviennent mieux pour les investissements à plus long terme.

**1.2.4.2 Situation financière de l'entreprise**

La situation financière de l'entreprise joue également un rôle crucial dans le choix du type de crédit. Les entreprises avec une situation financière solide peuvent bénéficier de meilleures conditions de crédit et de taux d'intérêt plus bas. En revanche, les entreprises en difficulté financière peuvent trouver plus difficile d'obtenir des crédits à des conditions favorables. Il est donc important d'évaluer la solvabilité de l'entreprise avant de souscrire un crédit.<sup>8</sup>

**1.2.4.3 Objectifs de développement de l'entreprise**

Les objectifs de développement de l'entreprise influencent également le choix du type de crédit. Par exemple, une entreprise qui envisage d'expansion rapide peut opter pour un crédit-bail pour financer de nouveaux équipements sans engager immédiatement de grandes dépenses en capital. De même, une entreprise qui souhaite améliorer sa gestion de trésorerie peut trouver le factoring particulièrement utile.

**1.3 Processus d'octroi de crédit aux entreprises**

L'obtention d'un crédit bancaire est une étape cruciale pour de nombreuses entreprises, permettant de financer des investissements, de soutenir la croissance et de gérer les besoins en trésorerie. Comprendre le processus d'octroi de crédit et les critères d'évaluation utilisés par les banques est essentiel pour maximiser les chances d'obtenir un financement favorable.

**1.3.1 Évaluation du risque de crédit**

Avant d'accorder un crédit, les banques procèdent à une évaluation minutieuse du risque de crédit de l'entreprise emprunteuse. Ce risque est défini comme la probabilité que

---

<sup>8</sup>Collectif, Presses de l'Université Toulouse Capitole, « Les montages financiers : quels enjeux aujourd'hui ? » France : P18 ; 2016

L'entreprise ne puisse pas rembourser le prêt selon les termes convenus. L'évaluation du risque de crédit repose sur plusieurs critères clés.

### **1.3.1.2 Analyse financière**

La première étape de l'évaluation consiste en une analyse approfondie des états financiers de l'entreprise, incluant le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Ces documents fournissent une vue d'ensemble de la santé financière de l'entreprise, sa rentabilité, sa capacité à générer des liquidités et son niveau d'endettement. Le bilan permet de mesurer les actifs et passifs, tandis que le compte de résultat montre les revenus et les dépenses sur une période donnée. Le tableau des flux de trésorerie est crucial pour comprendre comment l'entreprise gère ses liquidités.

### **1.3.1.3 Historique de crédit**

Les banques consultent également l'historique de crédit de l'entreprise, généralement disponible auprès des bureaux de crédit. Cet historique offre une perspective sur le comportement de l'entreprise en matière de remboursement de ses dettes passées. Un bon historique de crédit, marqué par des remboursements ponctuels et sans incidents, peut améliorer significativement les chances d'obtenir un crédit. À l'inverse, un historique de crédit taché de retards de paiement ou de défauts peut nuire à la demande de crédit.<sup>9</sup>

### **1.3.1.4 Ratios financiers**

Les banques calculent divers ratios financiers pour analyser la situation financière de l'entreprise. Parmi les ratios les plus couramment utilisés, on trouve le ratio d'endettement, le ratio de liquidité et le ratio de rentabilité. Le ratio d'endettement mesure la proportion des dettes par rapport aux fonds propres de l'entreprise, indiquant le niveau de risque financier. Le ratio de liquidité, quant à lui, évalue la capacité de l'entreprise à couvrir ses dettes à court terme avec ses actifs liquides. Enfin, le ratio de rentabilité analyse la capacité de l'entreprise à générer des profits à partir de ses ventes ou de son capital.

---

<sup>9</sup> HABIB, Mohammed « Ingénierie financière appliquée aux opérations de fusion-acquisition », Editions EMS, France, 2015. P81

### **1.3.2 Étapes de l'octroi de crédit**

Le processus d'octroi de crédit se déroule en plusieurs étapes, chacune étant cruciale pour l'approbation finale du crédit.

#### **1.3.2.1 Demande initiale**

L'entreprise commence par soumettre une demande de crédit à la banque. Cette demande doit être accompagnée de documents détaillant les informations sur l'entreprise, ses besoins en financement, ses projets d'investissement et sa situation financière actuelle. La qualité et la précision des informations fournies dans cette demande sont essentielles pour la suite du processus.

#### **1.3.2.2 Analyse et évaluation**

Une fois la demande soumise, la banque procède à une analyse approfondie des informations fournies. Cette analyse comprend une évaluation du risque de crédit de l'entreprise et de la viabilité de son projet. La banque examine également la qualité des garanties proposées et la capacité de l'entreprise à générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser le prêt.

#### **1.3.2.3 Décision et approbation**

Après l'analyse, la banque prend une décision concernant l'approbation ou le rejet de la demande de crédit. Cette décision est basée sur les conclusions de l'évaluation du risque de crédit et de la viabilité du projet. Si le crédit est approuvé, la banque et l'entreprise discutent des termes et des conditions du prêt.

#### **1.3.2.4 Mise à disposition des fonds**

Si le crédit est approuvé, la banque met les fonds à disposition de l'entreprise. Les modalités de déboursement des fonds peuvent varier : ils peuvent être versés en une seule fois ou en plusieurs tranches, selon les conditions spécifiques du contrat de crédit. La mise à disposition des fonds marque le début de la période de remboursement pour l'entreprise.

### **1.3.3 Conditions et modalités**

Les contrats de crédit spécifient les conditions générales du prêt, incluant le taux d'intérêt, les échéances et les garanties.

**1.3.3.1 Taux d'intérêt**

Le taux d'intérêt est le coût de l'emprunt pour l'entreprise. Il est généralement exprimé en pourcentage annuel du montant emprunté. Le taux d'intérêt peut être fixe ou variable. Un taux fixe reste constant pendant toute la durée du prêt, offrant une prévisibilité des paiements. Un taux variable, en revanche, peut fluctuer en fonction des conditions du marché, ce qui peut augmenter ou diminuer le coût total du prêt.<sup>10</sup>

**1.3.3.2 Échéances**

Les échéances désignent les dates auxquelles l'entreprise doit rembourser les mensualités du crédit. Le contrat de crédit précise le montant de chaque mensualité et la date d'échéance. Les échéances peuvent être mensuelles, trimestrielles ou annuelles, en fonction des termes convenus. Le respect des échéances est crucial pour maintenir une bonne relation avec la banque et éviter des pénalités de retard.

**1.3.3.3 Garanties**

Les garanties sont des actifs ou des engagements personnels que l'entreprise apporte en garantie du remboursement du crédit. En cas de défaillance de l'entreprise, la banque peut saisir les garanties pour se rembourser. Les garanties peuvent inclure des biens immobiliers, des équipements, des stocks ou des garanties personnelles des propriétaires de l'entreprise. La nature et la valeur des garanties influencent souvent les conditions de crédit, y compris les taux d'intérêt.

**1.3.4 Stratégies pour maximiser les chances d'obtention d'un crédit**

Pour maximiser les chances d'obtenir un crédit bancaire, les entreprises doivent adopter plusieurs stratégies.

**1.3.4.1 Préparation de la demande de crédit**

Une demande de crédit bien préparée et documentée augmente considérablement les chances d'approbation. Les entreprises doivent fournir des informations complètes et précises sur leurs finances, leurs projets d'investissement et leurs besoins de financement. Il est

---

<sup>10</sup>MERCADAL, Pierre « Montages financiers et fiscalité des entreprises » Gualino Lex ,france2014. P81

également utile de préparer un plan d'affaires solide qui montre comment le crédit sera utilisé pour soutenir la croissance de l'entreprise.

#### **1.3.4.2 Amélioration de la santé financière**

Maintenir une bonne santé financière est essentiel pour obtenir des crédits bancaires. Les entreprises doivent gérer leurs dettes de manière responsable, s'assurer de la rentabilité de leurs opérations et maintenir des niveaux de liquidités suffisants. L'amélioration des ratios financiers, tels que le ratio de liquidité et le ratio de rentabilité, peut rendre l'entreprise plus attrayante pour les prêteurs.

#### **1.3.4.3 Construction d'un bon historique de crédit**

Un bon historique de crédit est un atout précieux lors de la demande de crédit. Les entreprises doivent veiller à rembourser leurs dettes existantes de manière ponctuelle et à éviter les retards de paiement. Un historique de crédit solide démontre la capacité de l'entreprise à gérer ses obligations financières et à honorer ses engagements.

#### **1.3.4.4 Diversification des sources de financement**

Enfin, les entreprises devraient envisager de diversifier leurs sources de financement. Ne pas dépendre d'une seule banque ou d'un seul type de crédit peut offrir plus de flexibilité et de meilleures conditions de financement. Les entreprises peuvent explorer d'autres options de financement, telles que le financement participatif, le capital-risque ou les subventions gouvernementales, pour compléter les crédits bancaires.

### **Section 2: Les risques et les garanties bancaires**

#### **2.1 Risques Bancaires**

Les banques, en tant qu'acteurs essentiels du système financier, sont exposées à divers risques dans l'exercice de leurs activités. Ces risques, s'ils ne sont pas gérés efficacement, peuvent avoir des conséquences graves sur la stabilité financière et l'intégrité des institutions bancaires. Une gestion proactive et prudente des risques est donc cruciale pour assurer le bon fonctionnement et la pérennité des banques. Dans cet article, nous explorerons en détail les principaux risques bancaires et les stratégies utilisées pour les gérer.

### 2.1.1 Risque de crédit

Le risque de crédit est l'un des risques les plus importants auxquels les banques sont confrontées. Il survient lorsque les emprunteurs ne peuvent pas rembourser leurs dettes selon les modalités convenues. Pour gérer ce risque, les banques mettent en œuvre plusieurs stratégies :

- **Évaluation rigoureuse de la solvabilité des emprunteurs** : Avant d'accorder un crédit, les banques effectuent une analyse approfondie de la solvabilité des emprunteurs, en examinant leur historique de crédit, leurs états financiers et d'autres facteurs pertinents.
- **Diversification des portefeuilles de crédit** : Les banques diversifient leurs portefeuilles de crédit pour répartir le risque entre différents emprunteurs et secteurs économiques.
- **Exigence de garanties** : Les banques exigent souvent des garanties, telles que des biens immobiliers ou des actifs liquides, pour sécuriser les prêts et réduire le risque de perte en cas de défaut de paiement.<sup>11</sup>

### 2.1.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité se produit lorsque les banques ne sont pas en mesure de répondre à leurs obligations de paiement à court terme en raison d'un manque de liquidités. Pour atténuer ce risque, les banques adoptent les mesures suivantes :

- **Maintien de réserves de liquidité** : Les banques maintiennent des réserves de liquidité adéquates pour faire face à d'éventuels besoins de financement à court terme. Ces réserves sont composées d'actifs liquides facilement convertibles en espèces.
- **Diversification des sources de financement** : Les banques diversifient leurs sources de financement en ayant recours à des dépôts de clients, des prêts interbancaires, des émissions de titres et d'autres instruments financiers pour obtenir des liquidités.
- **Surveillance active des flux de trésorerie** : Les banques surveillent en permanence leurs flux de trésorerie pour détecter tout signe de stress financier et prendre des mesures correctives si nécessaire.

---

<sup>11</sup> LEULIER, François « Droit des instruments financiers et montages financiers » LexisNexis, France 2013. P19

### **2.1.3 Risque de marché**

Le risque de marché résulte des fluctuations des prix des actifs financiers, des taux d'intérêt et des taux de change. Pour gérer ce risque, les banques utilisent les stratégies suivantes :

- **Utilisation de produits dérivés** : Les banques utilisent des produits dérivés, tels que les contrats à terme et les options, pour se couvrir contre les variations défavorables des prix des actifs financiers.
- **Diversification des investissements** : Les banques diversifient leurs portefeuilles d'investissement pour réduire l'exposition au risque de marché. Elles investissent dans une variété d'actifs, tels que des actions, des obligations et des matières premières, pour atténuer les pertes potentielles.
- **Surveillance Continue des marchés** : Les banques surveillent en permanence les conditions du marché pour identifier les tendances émergentes et ajuster leurs positions en conséquence.

### **2.1.4 Autres risques bancaires**

Outre les risques principaux évoqués ci-dessus, les banques sont également confrontées à d'autres types de risques, tels que le risque opérationnel, le risque de non-conformité et le risque de réputation. Pour gérer ces risques, les banques mettent en œuvre des politiques et des procédures strictes, renforcent leurs contrôles internes et investissent dans des systèmes de gestion des risques avancés.<sup>12</sup>

## **2.2 Garanties bancaires**

Les garanties bancaires représentent un pilier essentiel du système financier, offrant aux banques un mécanisme de protection de leurs intérêts dans le cadre des transactions financières. Elles permettent aux institutions financières de gérer les risques associés à l'octroi de crédits tout en encourageant l'accès au financement pour les emprunteurs. Dans cet article, nous explorerons en profondeur les deux principales catégories de garanties bancaires, ainsi que les facteurs à prendre en compte lors du choix d'une garantie appropriée.

---

<sup>12</sup>HABIB, Mohammed, Idem. P83

**2.2.1 Garanties réelles**

Les garanties réelles reposent sur la mise en gage d'un bien tangible, conférant à la banque un droit de recours sur ce bien en cas de défaut de paiement de l'emprunteur. Voici les principales formes de garanties réelles :

**2.2.1.1 Hypothèques**

L'hypothèque est l'une des formes les plus courantes de garanties réelles. Elle implique la mise en gage d'un bien immobilier, tel qu'une maison ou un terrain, en faveur de la banque. En cas de non-remboursement du prêt, la banque peut saisir le bien et le vendre aux enchères pour récupérer ses fonds.

**2.2.1.2 Nantissements**

Les nantissements consistent à mettre en garantie des actifs financiers, tels que des actions, des obligations ou des fonds de placement. Si l'emprunteur ne parvient pas à rembourser le prêt, la banque peut vendre ces actifs pour recouvrer ses créances.

**2.2.1.3 Gages**

Les gages impliquent la mise en garantie de biens mobiliers corporels, tels que des stocks, des équipements ou des machines. En cas de défaut de paiement, la banque a le droit de saisir et de vendre ces biens pour récupérer ses fonds.<sup>13</sup>

**2.2.2 Garanties personnelles**

Les garanties personnelles reposent sur l'engagement d'une tierce personne ou entité de garantir la dette de l'emprunteur. Voici les principales formes de garanties personnelles :

**2.2.2.1 Cautions**

Les cautions impliquent l'engagement d'une tierce personne, qu'elle soit physique ou morale, de rembourser le prêt si l'emprunteur ne peut pas le faire. Les cautions peuvent être des amis, des membres de la famille ou des entreprises.

---

<sup>13</sup>LE VERNOUX, Jean-Luc « Finance d'entreprise : les montages financiers », Dunod, France, 2011. P49

**2.2.2.2 Garanties d'associés**

Les associés d'une entreprise peuvent se porter garants du crédit de leur société en engageant leur patrimoine personnel. Cela donne à la banque un recours supplémentaire en cas de défaut de paiement de l'entreprise.

**2.2.2.3 Assurances de crédit**

Les assurances de crédit permettent à la banque de souscrire une assurance auprès d'une compagnie d'assurance pour couvrir le risque de non-remboursement du prêt. En cas de défaut de paiement, l'assurance rembourse la banque pour les pertes subies.

**2.2.2.4 Le Choix de la garantie**

Le choix de la garantie bancaire la plus appropriée dépend de plusieurs facteurs, notamment le type de transaction, le profil du client et la politique de gestion des risques de la banque. Les garanties réelles offrent généralement une protection plus solide à la banque, mais peuvent être plus difficiles à obtenir pour les emprunteurs. Les garanties personnelles, en revanche, sont plus faciles à mettre en place mais peuvent être moins sûres pour la banque.

**2.3 Gestion des risques bancaires**

La gestion des risques est une composante essentielle de l'activité bancaire. Elle vise à identifier, évaluer, atténuer et surveiller les différents risques auxquels une banque est confrontée. L'objectif est de protéger la stabilité financière de l'institution et de préserver les intérêts de ses parties prenantes. Pour atteindre ces objectifs, les banques adoptent diverses techniques et stratégies.<sup>14</sup>

**2.3.1 Diversification du portefeuille de crédit**

La diversification du portefeuille de crédit est une stratégie clé dans la gestion des risques bancaires. En répartissant les crédits accordés sur une variété de secteurs d'activité, d'entreprises et de clients, les banques peuvent limiter l'impact d'un événement négatif sur leur situation financière. Cette diversification permet de réduire la concentration des risques et de minimiser les pertes potentielles en cas de défaillance d'un emprunteur ou d'un secteur particulier. Par exemple, si une entreprise du secteur agroalimentaire fait faillite, son impact sur la banque sera moins important si elle a également accordé des crédits à des entreprises

---

<sup>14</sup><https://www.ifgexecutive.com/formations-finance/> (consulté le 25/05/2024)

dans d'autres secteurs, tels que l'industrie manufacturière ou les services. En diversifiant leurs portefeuilles, les banques peuvent ainsi améliorer leur résilience face aux chocs économiques et aux fluctuations du marché.

### **2.3.2 Suivi et contrôle des crédits**

Le suivi et le contrôle des crédits constituent une autre dimension cruciale de la gestion des risques bancaires. Les banques mettent en place des processus rigoureux pour surveiller la situation financière des emprunteurs, identifier les risques potentiels et mettre en œuvre des mesures correctives si nécessaire. Cette surveillance proactive permet aux banques de détecter tôt les signes de détérioration de la solvabilité des emprunteurs et de prendre des mesures préventives pour atténuer les risques. L'analyse des états financiers des emprunteurs, les visites sur site et les discussions avec les dirigeants des entreprises clientes font partie intégrante de ce processus de suivi. En maintenant une surveillance étroite des crédits accordés, les banques peuvent mieux anticiper et gérer les risques de défaillance, ce qui contribue à la stabilité de leur portefeuille de crédits.

### **2.3.3 Provisionnement et fonds propres**

Les provisions pour créances douteuses et les fonds propres sont des mécanismes de gestion des risques essentiels pour les banques. Les provisions pour créances douteuses sont constituées pour couvrir les pertes potentielles liées aux crédits défaillants. Elles sont calculées en fonction du niveau de risque de chaque crédit et permettent de réduire l'impact financier des défaillances sur les résultats de la banque. Parallèlement, les banques doivent maintenir des niveaux adéquats de fonds propres, qui correspondent à la part du capital de la banque non utilisée pour financer ses activités. Les fonds propres servent de coussin de sécurité pour absorber les pertes en cas de réalisation des risques. En constituant des provisions et en maintenant des niveaux adéquats de fonds propres, les banques peuvent renforcer leur capacité à faire face aux perturbations et aux chocs économiques.

### **2.3.4 Limites de risque**

L'établissement de limites de risque est une pratique courante dans la gestion des risques bancaires. Les banques définissent des limites pour les différents types de risques auxquels elles sont confrontées, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels. Ces limites fixent le montant maximum de risque qu'une banque est autorisée à prendre dans chaque catégorie de risque. Elles sont déterminées en fonction de la tolérance au

risque de la banque et de sa capacité à absorber les pertes potentielles. En respectant ces limites, les banques peuvent éviter une prise de risque excessive et maintenir leur stabilité financière. Les limites de risque sont régulièrement révisées et ajustées en fonction des évolutions du marché et des conditions économiques.

### **2.3.5 Modélisation du risque**

La modélisation du risque est une technique sophistiquée utilisée par les banques pour quantifier et évaluer les risques auxquels elles sont exposées. Les modèles de risque prennent en compte divers facteurs, tels que les conditions économiques, les caractéristiques des emprunteurs et les termes des crédits. Ils permettent de simuler différents scénarios et d'estimer les pertes potentielles dans des situations de stress. Les résultats des modèles de risque sont utilisés pour prendre des décisions éclairées en matière d'octroi de crédit et de gestion des risques. Par exemple, une banque peut utiliser un modèle de risque pour évaluer la probabilité de défaut d'un emprunteur et ajuster en conséquence les conditions de crédit. La modélisation du risque permet aux banques de mieux comprendre et gérer leurs expositions aux risques, en leur fournissant des informations précises et fiables pour la prise de décision.<sup>15</sup>

### **2.3.6 Gouvernance du risque**

La gouvernance du risque désigne l'ensemble des structures et processus mis en place par une banque pour identifier, gérer et surveiller ses risques. Elle implique la définition d'une stratégie de gestion des risques claire et cohérente, la mise en place d'une culture du risque au sein de la banque et la supervision adéquate des activités de gestion des risques. La gouvernance du risque repose sur une organisation hiérarchique claire, avec des rôles et responsabilités définis pour chaque niveau de l'institution. Les comités de risque, les départements de gestion des risques et les fonctions de contrôle interne jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre et le suivi des politiques de gestion des risques. En outre, la gouvernance du risque nécessite une communication transparente et efficace entre les différentes parties prenantes, y compris la direction, les employés et les régulateurs. Une bonne gouvernance du risque permet aux banques de mieux anticiper les risques, de prendre des mesures préventives et de réagir rapidement en cas de crise.

---

<sup>15</sup><https://www.financemag.com/> (consulté le 28/05/2024)

**3. Le crédit d'investissement****3.1 Caractéristiques du crédit d'investissement**

Les crédits d'investissement représentent un type de financement crucial pour les entreprises, leur permettant de réaliser des projets d'investissement à long terme qui contribuent à leur croissance et à leur compétitivité sur le marché. Dans cet article, nous explorerons la nature et l'objet des crédits d'investissement, les conditions d'octroi, les montants et durées typiques, ainsi que les avantages qu'ils offrent aux entreprises.

**3.1.1 Nature et objet**

Les crédits d'investissement sont spécifiquement conçus pour financer des projets d'investissement à long terme, dont la durée dépasse généralement un an. Ces projets peuvent revêtir différentes formes, telles que l'acquisition d'équipements, l'expansion des installations, la construction de nouveaux sites, l'acquisition de licences ou de brevets, ou encore des investissements en recherche et développement. L'objectif principal de ces crédits est de soutenir la création de valeur durable pour l'entreprise en améliorant sa productivité, sa capacité de production ou sa position sur le marché.

**3.1.2 Conditions d'octroi**

L'octroi d'un crédit d'investissement est soumis à une analyse rigoureuse de la part des banques ou des institutions financières. Cela implique une évaluation de la viabilité économique du projet d'investissement, comprenant une étude approfondie des projections financières, des études de marché et un plan d'affaires détaillé. Les banques examinent également la capacité de l'entreprise à rembourser le crédit, en tenant compte de sa situation financière actuelle, de ses perspectives de croissance et de son historique de crédit. Un plan de remboursement solide et réaliste est également exigé, spécifiant les échéances de remboursement et les sources de financement prévues.<sup>16</sup>

**3.1.3 Montants et durées de crédits d'investissement**

Les crédits d'investissement impliquent généralement des montants plus élevés que les autres types de crédits, ce qui reflète le coût souvent important des projets d'investissement financés. Ces montants sont déterminés en fonction des besoins spécifiques du projet et de la

---

<sup>16</sup>LEULIER François, Lexis Nexis « Droit et pratique du financement des entreprises » LexisNEXIS France 2020. P 67

Capacité de l'entreprise à rembourser le prêt. De plus, les durées de remboursement des crédits d'investissement sont généralement plus longues, correspondant à la durée de vie utile des actifs financés et à la période nécessaire pour générer des rendements suffisants pour rembourser le crédit.

### **3.1.4 Avantages des crédits d'investissement**

1. **Soutien à la croissance et à la compétitivité à long terme** : Les crédits d'investissement permettent aux entreprises de financer des projets stratégiques qui favorisent leur croissance et renforcent leur compétitivité sur le marché.
2. **Financement de projets stratégiques** : Ils offrent la possibilité de financer des projets d'investissement clés qui améliorent la productivité, la capacité de production ou la présence sur le marché de l'entreprise.
3. **Acquisition d'actifs durables** : Ils permettent l'acquisition d'actifs durables, tels que des équipements ou des installations, qui génèrent des revenus futurs pour l'entreprise.
4. **Échéances de remboursement plus Longues**: Les crédits d'investissement offrent des échéances de remboursement plus longues qui correspondent à la durée de vie des actifs financés, ce qui permet à l'entreprise de rembourser le prêt à un rythme compatible avec la génération de revenus.

Les crédits d'investissement jouent un rôle essentiel dans le financement des projets stratégiques des entreprises, contribuant à leur croissance et à leur compétitivité à long terme. En comprenant les conditions d'octroi, les montants et durées typiques, ainsi que les avantages qu'ils offrent, les entreprises peuvent prendre des décisions éclairées quant à l'utilisation de ces crédits pour soutenir leur développement.<sup>17</sup>

### **3.2 Avantages et inconvénients du crédit d'investissement**

Le crédit d'investissement est un outil financier puissant utilisé par les entreprises pour financer des projets d'envergure qui contribuent à leur croissance et à leur développement à long terme. Cependant, comme tout instrument financier, il présente à la fois des avantages et des inconvénients qu'il est important de prendre en considération. Dans cette section, nous examinerons en détail les avantages et les inconvénients du crédit d'investissement.

---

<sup>17</sup>AMRANI, Yacine « Capital-risque et capital-investissement –Stratégies et pratiques » Dunod, France 2022. P129

### 3.2.1 Avantages du crédit d'investissement

- **Financement de la croissance**

Le crédit d'investissement permet aux entreprises de financer des projets d'envergure qui seraient autrement impossibles à réaliser avec des fonds propres. Cela inclut l'achat de nouveaux équipements, l'expansion des installations, la recherche et développement, ou l'acquisition de nouvelles entreprises. En investissant dans la croissance, les entreprises peuvent augmenter leur capacité de production, améliorer leur efficacité et élargir leur part de marché.

- **Amélioration de la capacité de production**

Les investissements financés par le crédit d'investissement peuvent conduire à une augmentation de la capacité de production, ce qui se traduit par une augmentation des ventes et des revenus. Cela peut également entraîner une amélioration de l'efficacité opérationnelle et une réduction des coûts unitaires de production. Une capacité de production accrue permet à l'entreprise de répondre à une demande croissante et de mieux se positionner sur un marché en expansion.

- **Augmentation de la Compétitivité**

Dans un environnement économique en constante évolution, les entreprises doivent constamment investir pour rester compétitives. Le crédit d'investissement permet aux entreprises de se doter des technologies et des infrastructures les plus récentes, de développer de nouveaux produits ou services, et d'améliorer la qualité de leurs produits existants. Ces investissements peuvent donner à l'entreprise un avantage concurrentiel significatif et lui permettre de se démarquer de ses concurrents.

### 3.2.2 Inconvénients du crédit d'investissement

- **Coûts d'emprunt élevés**

Le crédit d'investissement s'accompagne de frais d'intérêt et d'autres coûts d'emprunt qui peuvent représenter une charge financière importante pour l'entreprise. Ces coûts doivent être soigneusement évalués et pris en compte dans l'analyse de rentabilité du projet d'investissement. Il est important de s'assurer que les rendements générés par le projet sont suffisants pour couvrir les coûts d'emprunt et dégager un profit net pour l'entreprise.<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup>Richard, Alain « Gérer et financer son entreprise » 5<sup>ème</sup> édition, Editions Ellipses, France, 2022. P97

- **Engagements de remboursement à long terme**

Le crédit d'investissement implique généralement des engagements de remboursement à long terme, souvent sur plusieurs années, voire des décennies. Cela crée une obligation financière importante pour l'entreprise et peut restreindre sa flexibilité financière. Il est crucial de s'assurer que l'entreprise dispose d'un flux de trésorerie suffisant pour honorer ses obligations de remboursement tout au long de la durée du prêt.

- **Risques financiers accrus**

Si le projet d'investissement financé par le crédit d'investissement ne se déroule pas comme prévu, cela peut avoir des conséquences financières graves pour l'entreprise. Des retards, des dépassements de budget ou des problèmes techniques peuvent affecter la rentabilité du projet et mettre en péril la capacité de l'entreprise à rembourser le prêt. Il est important de bien analyser les risques potentiels associés au projet et de mettre en place des mesures d'atténuation adéquates.

### **3.2.3 Impact sur la structure financière**

Le recours au crédit d'investissement peut modifier la structure financière de l'entreprise, augmentant son ratio d'endettement et réduisant sa part de capitaux propres. Cela peut affecter la perception du risque de l'entreprise par les investisseurs et les prêteurs, et influencer son accès à d'autres sources de financement. Il est important de maintenir un équilibre sain entre la dette et les capitaux propres afin de préserver la solidité financière de l'entreprise.

**Conclusion de chapitre II**

Le financement bancaire des entreprises constitue un pilier essentiel du développement économique et de la croissance durable. Ce mode de financement, qui comprend divers instruments tels que les prêts, les lignes de crédit et les facilités de découvert, joue un rôle crucial en fournissant aux entreprises les liquidités nécessaires pour leurs opérations quotidiennes, leurs projets d'expansion et leurs investissements en capital. Dans un contexte où l'accès aux fonds est souvent déterminant pour la survie et la compétitivité des entreprises, la relation entre les établissements bancaires et les entreprises revêt une importance stratégique.

Le processus de financement bancaire commence généralement par une évaluation rigoureuse de la solvabilité de l'entreprise par la banque. Cette évaluation inclut une analyse des états financiers, de la santé économique du secteur d'activité, ainsi que des perspectives de croissance et de rentabilité. Les banques se montrent particulièrement attentives à la capacité de remboursement de l'entreprise, en tenant compte de son historique financier, de la qualité de sa gestion et de sa position sur le marché. Cette prudence est justifiée par la nécessité de minimiser le risque de défaut de paiement, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives tant pour la banque que pour l'économie dans son ensemble.

L'une des principales raisons pour lesquelles les entreprises se tournent vers les banques pour obtenir des financements est la flexibilité et la diversité des produits offerts. Les prêts à court terme sont souvent utilisés pour répondre à des besoins immédiats de trésorerie, comme le financement des stocks ou des comptes clients. À l'inverse, les prêts à long terme permettent de financer des projets d'investissement plus ambitieux, tels que l'acquisition d'équipements, la construction d'installations ou le développement de nouvelles lignes de produits. De plus, les banques peuvent offrir des solutions personnalisées, adaptées aux spécificités et aux besoins particuliers de chaque entreprise, renforçant ainsi leur rôle de partenaires stratégiques.

Cependant, l'accès au financement bancaire n'est pas sans défis. Les entreprises, en particulier les PME, peuvent rencontrer des obstacles tels que des exigences de garantie élevées, des taux d'intérêt fluctuants et des processus de demande de prêt complexes. Ces obstacles peuvent limiter leur capacité à obtenir les fonds nécessaires au moment opportun. Pour surmonter ces difficultés, de nombreuses entreprises cherchent à diversifier leurs sources

de financement, en combinant les fonds bancaires avec d'autres formes de capital telles que le financement par actions, les subventions publiques ou le financement participatif.

Le rôle des banques dans le financement des entreprises ne se limite pas à la simple provision de capitaux. Les banques offrent également des services de conseil et d'accompagnement, aidant les entreprises à élaborer des stratégies financières robustes, à gérer efficacement leur trésorerie et à optimiser leur structure de capital. Ces services de conseil peuvent être particulièrement précieux pour les entreprises en phase de croissance rapide ou confrontées à des défis économiques majeurs. En outre, les banques jouent un rôle crucial dans l'éducation financière des entrepreneurs, leur fournissant les connaissances nécessaires pour naviguer dans le paysage financier complexe.

Les évolutions technologiques et les innovations financières transforment également le paysage du financement bancaire. La digitalisation des services bancaires permet un accès plus rapide et plus transparent aux produits financiers, réduisant les délais de traitement et les coûts administratifs. Les fintechs, en collaboration avec les banques traditionnelles, ouvrent de nouvelles perspectives de financement, notamment par le biais de plateformes de prêt en ligne et d'outils d'analyse de données avancés. Ces innovations favorisent une plus grande inclusion financière et offrent des opportunités accrues aux entreprises de toutes tailles.

### **Introduction du chapitre III**

Le secteur de la sidérurgie en particulier, joue un rôle moteur dans une économie moderne, c'est ainsi que les pouvoirs publics lui ont toujours accordé la priorité dans le cadre du développement et de la diversification de l'économie du pays.

Entre mars 2020 et fin 2021, suite à la crise sanitaire qui a touché le monde entier, l'ensemble des secteurs d'activité ont été touché soit à cause de l'arrêt total de l'activité ou du ralentissement de l'activité, c'est ainsi que le secteur de la sidérurgie algérien qui n'a pas été épargné, traverse une période où la demande devient de plus en plus importante.

Le présent projet consiste en la réalisation d'une unité industrielle de fabrication des laminés marchands.

Il est initié par messieurs x et y, deux opérateurs économiques.

Convaincus des perspectives extrêmement intéressantes qu'offre le marché algérien dans le secteur de sidérurgie et jugeant le créneau très porteur, les deux frères désirent se lancer dans ce projet d'investissement qui porte sur la réalisation d'une unité de laminage et de production de fers plats, fers carré et cornières.

Les deux promoteurs envisagent cet investissement afin d'acquérir une meilleure part du marché et assurer un meilleur approvisionnement national en produit de qualité.

**Section 1 : Présentation et organisation du bureau de comptabilité**

**1.1 Création et activité du cabinet comptable :**

Le cabinet BOUSSALEM Zahia active dans différentes fonction, a savoir :

Tenue de Comptabilité, les études économiques et travaux de commissariat aux comptes. Son siège social se trouve à 22 rue rachi Messaoud M'douha Tizi-Ouzou , ou elle exerce la même activité depuis l'année 2019.

Son personnel est constitué de deux comptables confirmés et de deux Stagiaires de différentes structures.

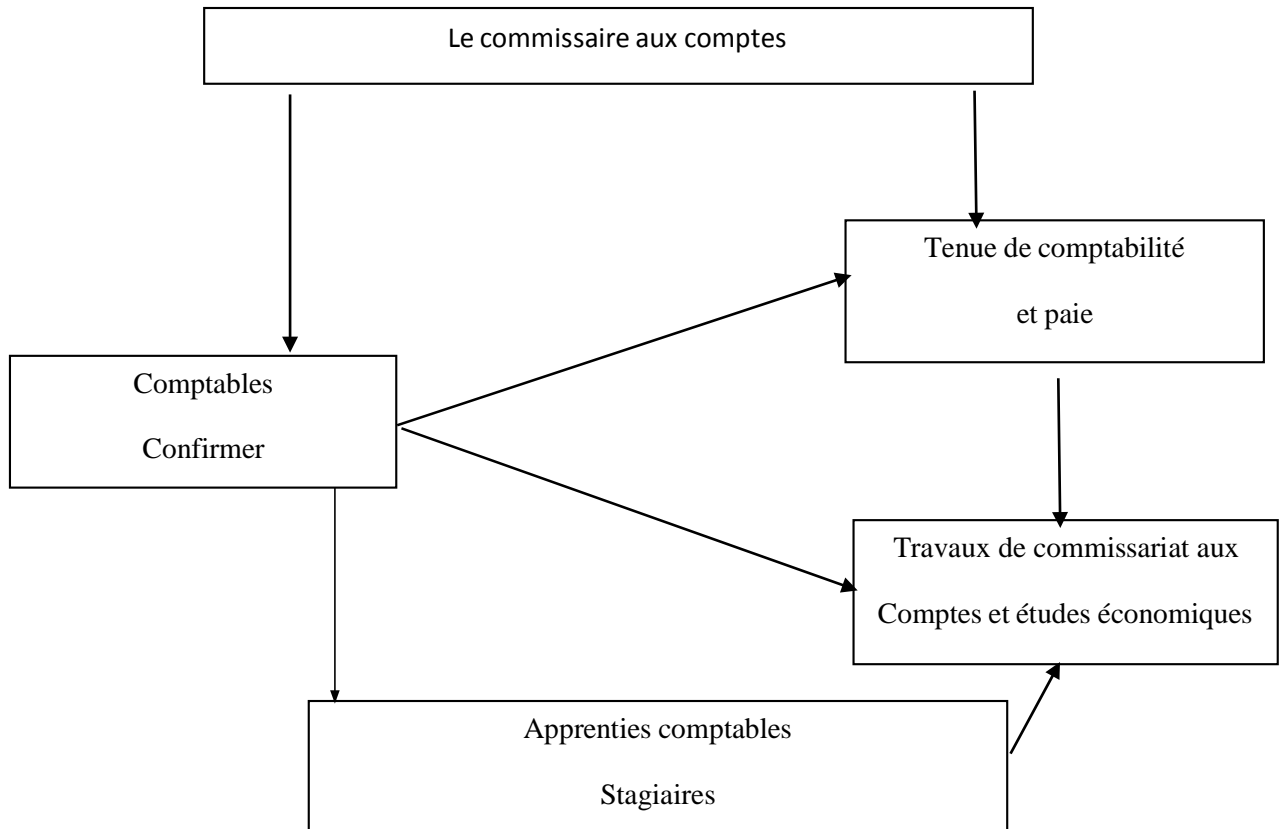
Son expérience et son savoir-faire lui ont permis d'acquérir une clientèle

Fidèle grâce à la satisfaction que fournit le bureau à ses clients.

Le bureau de Tizi-Ouzou compte plus de 60 clients de différents

Secteurs d'activité: Commerce, industrie, profession libérales, association, bâtiment et travaux public, services.... etc.

**1.2 Organigramme du cabinet comptable**



**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents de l'entreprise**

### **1.3 Rôle de commissaire aux comptes**

Son rôle va beaucoup plus loin que l'établissement des comptes de l'entreprise, c'est un véritable partenaire du dirigeant qui fournit des conseils en matière fiscale, sociale, financier et comptable.

Le commissaire aux comptes joue un rôle essentiel de gardien la fiabilité financière au sein des entreprises en tant qu'auditeur légal il est charge de vérifier la sincérité et la conformité des comptes de l'entreprise par rapport aux normes comptables en vigueur.

Sa mission qui va au-delà d'une simple vérification des livres est de certifier la véracité et la régularité des informations financières de l'entreprise, cette fonction est cruciale non seulement pour la transparence financière mais aussi pour la confiance des investisseurs, des créanciers et des autorités fiscales.

L'intervention d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour certaines entreprises selon des seuils spécifiques relatifs au bilan et au chiffre d'affaire. Par exemple , une EURL doit nommer un CAC si elle dépasse : un chiffre d'affaire de 10 000 000.00 da .le commissaire aux comptes garantit de manière indépendante l'intégrité financière de l'entreprise , assurant ainsi une distinction claire entre les deux rôles pour préserver l'objectivité de l'audit.

**Section 2 : Le montage financier du crédit d'investissement cas d'une usine de transformation d'acier**

**2.1 Objet de l'étude :**

La présente étude s'inscrit dans le cadre d'une demande de financement d'un projet industrielle de transformation d'acier, sis dans la wilaya de Tizi-Ouzou, d'une capacité de production de 250K tonne/An.

Ce présent projet s'inscrit dans le cadre des nouvelles orientations économiques des pouvoirs publics visant à réduire la facture d'importation, à diversifier les ressources hors hydrocarbure à travers la promotion de la production nationale.

Pour rappel, le présent projet s'inscrit dans le cadre des investissements jugés prioritaires tel que définis par l'article 75 de la loi de finance de l'année 2015 publié au journal officiel N° 78 du 31/12/2014 ; à ce titre il bénéficie des avantages liés à la loi N° 22 -18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement.

Au titre de la phase réalisation : le projet bénéficie des avantages ci - après :

- Exonération de droit de douane pour les biens importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement.
- Franchise de la TVA pour les biens et services importés ou acquis localement entrant directement dans la réalisation de l'investissement.
- Exemption du droit de mutation à titre onéreux et de la taxe de publicité foncière, pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné.
- Exemption des droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière, ainsi que de la rémunération domaniale portant sur les concessions des biens immobiliers bâtis et non

bâti destinés à la réalisation de projets d'investissement. Ces avantages s'appliquent pour la durée minimale de la concession consentie.

- Abattement de 90% sur le montant de la redevance locative annuelle fixée par les services des domaines pendant la période de réalisation de l'investissement.
- exonération de la taxe foncière sur les propriétés immobilières entrant dans le cadre de l'investissement, pour une période de dix (10) ans, à compter de la date d'acquisition.
- Exonération des droits d'enregistrement frappant les actes constitutifs de sociétés et les augmentations de capital.

Au titre de la phase d'exploitation : Compte tenu du nombre d'emploi créés par ce présent projet, dépassant ainsi le seuil de 100 fixé par la loi, à partir de la deuxième année, le projet bénéficiera d'une période d'exploitation constatée par un constat d'entrée en exploitation établi sur la base d'un procès-verbal, par les services fiscaux, la diligence de l'investisseur pour une durée de 05 ans, des avantages suivants :

- Exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS)
- Abattement de 50% sur le montant de la redevance locative annuelle fixée par les services des domaines.

## **2.2 L'entreprise et son environnement économique, commercial**

### **2.2.1 Présentation générale de l'entreprise**

La SARL x ayant pour objet le laminage à chaud de l'acier courant est une entreprise créée au mois de novembre 2023, acte notarié N° 350/2023 du 25/11/2023 sous forme d'une SARL avec un capital social de 1 000 000.00 dinars, reparti équitablement entre les associés Monsieur x et monsieur y, à raison de 50% chacun.

Monsieur x a été désigné gérant et monsieur y cogérant.

**2.2.1.1 Identité :**

- Dénomination et siège sociale

Dénomination de l'entreprise : SARL x

Adresse de l'entreprise : Alger

- Nature juridique :

- Privé .....SARL .....

- Capital social :

- Montant du capital de l'entreprise : 1 000 000.00 DA

- Nom et prénom & date et lieu de naissance de l'associé 1 :

Nom : x

Prénom :xx

Né Le :xx /xx/1986

À : Tizi Ouzou

Nationalité : ALGERIENNE

Nombre de Part Sociale : 500 parts

- Nom et prénom & date et lieu de naissance de l'associé 2 :

Nom :y

Prénom :yy

Né Le ;yy/yy/1980

### **Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou**

À :Tizi Ouzou

Nationalité : Algérienne

Nombre Part Sociale : 500 parts

● N° Tél & Mob de l'entreprise :xxxxxxxx56

N° Tel : Mob :

● Contact :

Email :xxxxxxxx@gmail .com

Code Activité : 106 102

● Secteur d'activité, Objet social, date de création :

Secteur d'Activité : Industriel

Objet Social : laminage à chaud de l'acier courant

### **2.2.1.2 Dirigeants de l'entreprise**

- Profil des dirigeants de la société :

L'entreprise est gérée par monsieur x âgé de 50 ans, titulaire d'un diplôme universitaire BAC + 5 dans le domaine de l'électronique, il dispose d'une longue expérience (plus de 15 ans) et d'un savoir-faire technique dans le domaine de la gestion des affaires. Cette expérience lui permettra de mieux appréhender les conditions nécessaires à la réussite de son projet.

Aussi, le gérant jouit d'une bonne culture générale ainsi que d'une ouverture d'esprit pour suivre les évolutions en cours et anticiper les changements prévisibles dans son domaine d'activité.

### **2.2.1.2 Structure du personnel**

Au démarrage, l'entreprise emploiera un effectif de 100 personnes permanentes pour atteindre 130 au terme de la 2eme année comme détaillé dans le tableau ci - après :

Poste	Année2024	Année 2025
Directeur général	1	1
Chef de production	3	4
Responsable d'approvisionnement	1	1
Responsable commercial	1	1
Responsable personnels	1	1
Comptable	1	1
Aide comptable	1	1
Agents commerciaux	3	4
Techniciens	9	12
Manutentionnaires	50	69
Magasinier	6	8
Gestionnaire de stocks	1	1
Agent de sécurité	6	6
Totaux	84	110

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### **Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou**

**La grille des salaires au titre des deux premières années sera comme suite :**

Poste	Année 1	Année 2	Salaires	Montants	
				Année 1	Année 2
Directeur général	1	1	150 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00
Chef de production	3	4	120 000,00	4 320 000,00	5 760 000,00
Responsable d'approvisionnement	1	1	85 000,00	1 020 000,00	1 020 000,00
Responsable commercial	1	1	85 000,00	1 020 000,00	1 020 000,00
Responsable personnels	1	1	65 000,00	780 000,00	780 000,00
Comptable	1	1	85 000,00	1 020 000,00	1 020 000,00
Aide comptable	1	1	35 000,00	420 000,00	420 000,00
Agents commerciaux	3	4	43 000,00	1 548 000,00	2 064 000,00
Techniciens	9	12	70 000,00	7 560 000,00	10 080 000,00
Manutentionnaires	50	69	39 000,00	23 400 000,00	32 292 000,00
Magasinier	6	8	43 000,00	3 096 000,00	4 128 000,00
Gestionnaire de stocks	1	1	62 000,00	744 000,00	744 000,00
Agent de sécurité	6	6	35 000,00	2 520 000,00	2 520 000,00
Charges patronales (26%)				12 611 040,00	16 355 040,00
<b>TOTAUX</b>	<b>84</b>	<b>110</b>	<b>917 000,00</b>	<b>61 859 040,00</b>	<b>80 003 040,00</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### **- Gestion des ressources humaines**

L'ensemble des aspects relatifs à la gestion des ressources humaines de l'entreprise ont été pris dans la maturation du projet et sont synthétisés ci-après :

**-Contrats de travail** : tous les employés, y compris le personnel d'exécution, seront liés à l'entreprise par des contrats à durée indéterminée CDI, dans l'objectif de les fidéliser et ainsi les impliquer dans la croissance et la pérennité de l'entreprise.

### **Organisation de travail**

- Sarl x sera en activité effective de 22 jours (à raison de 24h/24h et 7/7) à partir du 01/01/2025.
- Nombre d'équipe        04
- Nombre d'heure / jour : 08 heures/ par équipe
- Le travail est organisé en quatre équipes à l'œuvre assurant ainsi la permanence du processus de fabrication vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures et sept jours sur sept par semaine.
- Hormis le personnel de sécurité, présent sans interruption, le reste du personnel sera réparti selon deux systèmes :

\* En surface : agents administratifs

\* En équipes : agents de production

### **2.2.2 Produits et processus de production**

#### **2.2.1 Le produits**

Les matières premières nécessaires pour la production sont les billettes issues de la coulée continue.

Les produits finis envisagés par notre projet, sont les laminés marchands (fer carré, cornière, fer plat...)

##### **2.2.1.1 Le fer plat**

Est un type de métal disponible dans une variété de taille et de forme. il possède plusieurs propriétés qui font de lui un matériau incontournable pour les travaux de ferronnerie et de construction.

Les barres de fer plat sont disponibles dans une variété de largeur allant du minimum (16mm,18mm,20mm)aux largeurs les plus grandes (120mm,140mm.150mm) et une épaisseur varie de 03 à 20 mm .

##### **2.2.1.2. Le fer carré**

Les fers carrés laminés sont issus de la famille des produits longs laminés marchands, ils sont laminés à chaud sur les 04 faces.

##### **2.2.1.3 Le fer cornière**

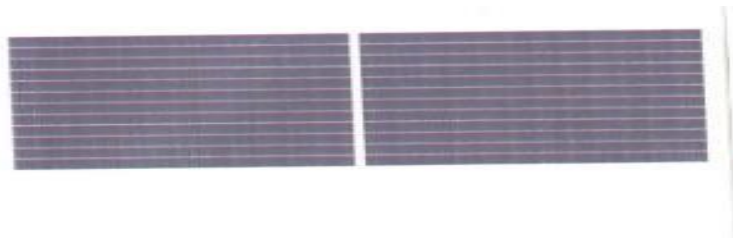
Barre de fer, d'acier ou de métal profilée à deux ailes ou branches, généralement à angle droit, dont la section affecte la forme d'un L ou d'un T, utilisé généralement dans les constructions métalliques et dans diverses techniques notamment dans la ferronnerie, barrots, carlingues, serre agricoles...etc.

### **2.2.2 Processus de production**

Laminage à chaud :

Cette transformation consiste à laminier les produits issus de la coulée continue en étirant et en écrasant le métal pour lui donner les dimensions et les formes souhaités, en répétant plusieurs fois l'opération, on obtient un produit de plus en plus mince et de plus en plus long (produits plats et produits longs)

#### **► ETAPE 1 : Stockage du demi-produit (billettes)**



**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

#### **► ETAPE 2 :**

- La phase initiale du processus de laminage se déroule dans le four de réchauffage où les billettes sont amenées à la température nécessaire pour les déformations plastiques successives. Les déformations sont assurées par le passage du demi-produit à travers une série de cage de laminage. La forme désirée est obtenue grâce à des cylindres situés à l'intérieur de chaque cage.
- Le train dégrossisseur qui a la fonction d'imprimer au matériau la majeure partie de la déformation nécessaire.
- Le train finisseur, composé de nombreuses cages qui a la fonction de déformer le matériau jusqu'à la section finale. Une fois que la forme désirée est obtenue, le matériau

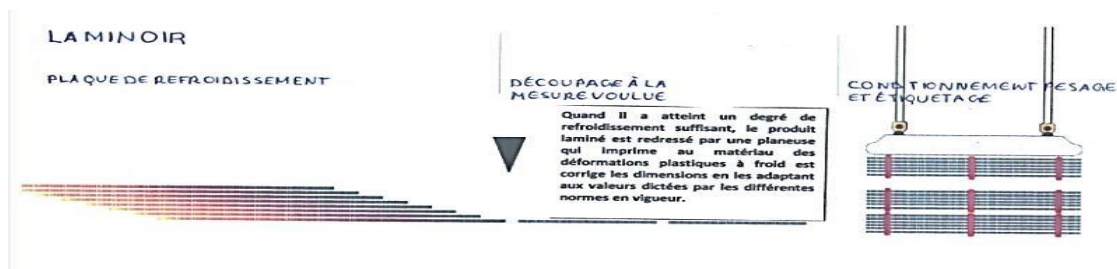
est transféré sur un refroidisseur où il avance à une vitesse de données sélectionnées en fonction des propriétés mécaniques désirées.



**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### ETAPE 3 :

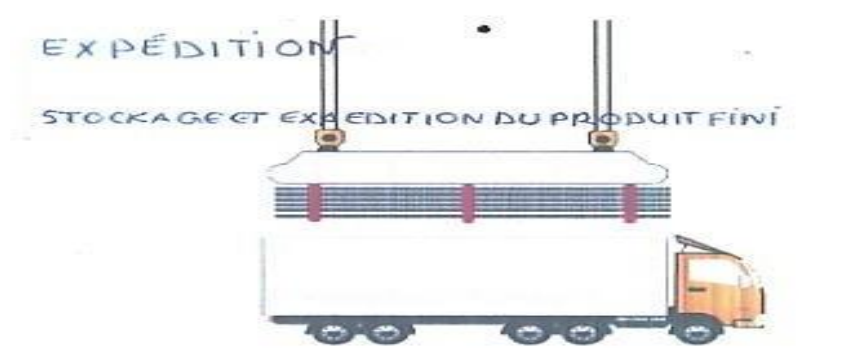
Quand il atteint un degré de refroidissement suffisant, le produit laminé est redressé par une planeuse qui imprime au matériau des déformations plastiques à froid et corrige les dimensions en les adaptant aux valeurs dictées par les différentes normes en vigueur



**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### ETAPE 4 : stockage et expédition des produits :

Après le planage, le produit est coupé à la mesure voulue à l'aide d'une cisaille puis conditionné, pesé et étiqueté à travers un processus entièrement automatisé. Les paquets sont ensuite entreposés dans le parc de stockage de produits laminés dans l'attente de l'expédition.



Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

### 2.2.3 Approvisionnement et fournisseurs

La matière première nécessaire est constituée principalement des billettes carrées qui seront fournies par des aciéries qui se trouve sur le marché local tel que Sider Elhadjar et Qatar steel à belara.

### 2.2.4 Gestion des stocks

La gestion de stocks consiste à connaitre en permanence les quantités exactes des matières premières, produits finis détenus et potentielles (y compris les commandes et les livraisons attendues), affectées (réservée à une mission spécifique) et disponibles.

Dès lors chaque mouvement physique (entrée ou sortie), (commande, réservation, régularisation...) doit pouvoir être enregistré.

La gestion de stocks est assurée sur la base d'une procédure mises en œuvre par l'entreprise à l'effet de répondre à deux questions fondamentales : Quand approvisionner et combien approvisionner.

La méthode de gestion a adoptée par l'entreprise est la méthode de gestion à point de commande qui consiste à déclencher la commande de réapprovisionnement dès qu'on atteint un certain niveau de stocks et ce niveau qui constitue le point de commande.

Le pilotage et le contrôle des stocks sera opéré sur la base de la stratégie d'approvisionnement de l'entreprise dans le but d'en connaître les répercutions et de prendre les mesures correctives. Un système de contrôle avec émission d'alertes pour analyser toute insuffisance et tout écart et savoir réagir en conséquence sera mis en place.

#### **2.2.5 Marché et concurrence**

##### **Le marché mondial**

Selon des déclarations du directeur général Lotfi Kamel Manaa, du complexe El-Hadjjar, ce dernier a l'intention d'augmenter le volume des exportations de produits sidérurgiques en 2022 à 200 000 tonnes sur sa production totale de 800 000 tonnes.

Cette intention est liée à la flambée des prix des produits sidérurgiques sur le marché international en passant de 300 dollars en février 2022 à 650 dollars le mois de mars dernier.

##### **Le marché national**

Sur le marché national, le prix des produits sidérurgiques n'a pas été épargné par l'inflation que connaît le pays, il est passé de 12 000 dinars à 16 000 dinars le quintal en mars 2022, alors qu'il y a même pas deux ans il était à 6 500 dinars le quintal.

C'est pour cela, que les pouvoirs publics décident d'œuvrer en coordination avec le secteur privé à augmenter la production sidérurgique en vue de faire baisser les prix.

Dans cette optique que la société x envisage cet investissement afin d'acquérir une meilleure part du marché et assurer un meilleur approvisionnement régional et national en produit de qualité.

En outre, le développement du bâtiment engendrera une demande importante de produits sidérurgiques. La société contribuera à la production des fers marchands tel que, le ferplat, fers carrés, fers ronds, cornières....

S'agissant du marché ciblé par ce projet, les initiateurs du projet ont expliqué qu'il s'agissait en priorité du marché national qui est très porteur, de même le projet va s'orienter vers l'exportation une fois la demande locale satisfaite.

### **2.3 Présentation de l'investissement**

#### **2.3.1. Présentation descriptive du projet d'investissement**

Le projet d'investissement de la société Sarl innovent industrie porte sur la création d'une unité industrielle de laminage à chaud de l'acier courant, d'une capacité théorique de 250 000 tonnes de laminés marchands par an.

Ce présent projet s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique tracée par les pouvoirs publics visant à diversifier l'économie à travers la promotion de la production nationale visant à satisfaire la demande nationale d'une part et à réduire la facture d'importation et la diversification des revenus hors hydrocarbure d'autre part.

Les associés ont mis à la disposition de la société un bâtiment administratif (usage de bureau) et un bâtiment de production en construction métallique d'une superficie de 4 560M<sup>2</sup>, dont 3 600 M<sup>2</sup>comprenant un laminoir de production de laminés marchands, le reliquat 960 M<sup>2</sup> sera utilisé comme air de stockage.

#### **2.3.2 vision et axes stratégiques de l'entreprise**

A travers la concrétisation de ce présent projet, nous envisageons de prendre une meilleure part du marché des laminés marchands au niveau local, en offrant le meilleur produit

conforme aux normes internationales, pour un usage satisfaisant l'utilisateur final. Aussi, l'entreprise ambitionne d'évoluer dans un marché local et préparer la pénétration des marchés extérieurs à moyen terme.

### **2.3.2.1 Objectif stratégique**

Compte tenu des nouvelles orientations stratégiques des pouvoirs publics en matière économiques visant à promouvoir la production nationale sur les produits importés, à travers notre investissement nous ambitionnons de tirer profit des opportunités offertes par le marché local, mais aussi le marché extérieur notamment maghrébin et africain.

L'objectif de l'entreprise est de répondre à la demande du marché national en matière de laminés marchands, élargir sa gamme de produits et contribué à la réduction de la facture d'importation.

### **2.3.2.2. L'impact du projet**

#### **a-Impact socio –économique**

Cette usine de production de laminés marchands, sera une opportunité de création locale, environ 100 emplois permanents et direct, ce qui permettra dans une certaine mesure de résorber le chômage dans la région. Cette main d'œuvre aura un revenu stable et une sécurité de l'emploi ce qui conduira à la relance de la consommation, par conséquent à la relance économique.

Induire un effet d'entraînement salubre sur le développement des autres filières dans la région.

Doter la région d'une infrastructure industrielle supplémentaire.

Répondre à une demande de plus en plus présente en matière de laminés marchand et rétrécir la facture d'importation en offrant des produits de qualité conformément aux normes

### **Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou**

internationales requises. Contribuer d'une manière significative au développement du secteur sidérurgique en Algérie.

**b-Impact sur l'environnement :** Ce type d'activité présente des risques significatifs et des exigences particulières, pour juguler ces risques, néanmoins, les initiateurs du projet s'engagent à limiter tout préjudice à l'environnement et ainsi éviter tout effet négatif sur la santé publique. Il s'agit de l'activité de laminage à chaud de l'acier courant (ci-joint récépissé de la demande d'autorisation d'exploitation adressé à monsieur le directeur de l'environnement de la willaya Tizi-Ouzou).

#### **2.3.3. Présentation chiffrée du projet d'investissement**

La structure de l'investissement projeté se présente comme suit :

RUBRIQUES	MONTANTS EN KDA	%
Immobilisations incorporelles	6 701,00	0,29%
Equipements de Production	2 000 018 ,70	85,87%
Matériels de manutention	83 758,43	3,60%
Agencements et installations	180 398,22	7,75%
Services liés à l'investissement	58 276,00	2,50%
<b>TOTAL</b>	<b>2 329 152,35</b>	<b>100%</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

- **Matériels de manutention : 83 758.43 KDA**

<b>Quantité</b>	<b>Désignation</b>	<b>Montants</b>
<b>03 U</b>	<b>Pont roulant bipoutre 10 Tonnes composé de :</b> 3- Unité de levage 10 t 3- Portique à double poutres 10t 3-Treuil de pont 10 t 3-panneau électrique 12 Mouvements (Vitesse double) 300ml- barre omnibus de linge électrique 200ml- Rails Carre 40x40 mm	13 339,79
<b>02 U</b>	<b>Pont roulant bipoutre 16 Tonnes composé de :</b> 2-Unité de Levage 16t 2-Portique à double poutres 16t 2-Treuil de Pont 16t 2-Panneau électrique 12 Mouvements 200ml- barre omnibus de Ligne Electrique 200ml- Rails Carre 40X40	13 558,47
<b>01 U</b>	<b>Pont roulant bipoutre 10 Tonnes composé :</b> 1-Unité de Levage 10t 1-Portique à double poutres 10t 1-Treuil de Pont 10t 1-Panneau électrique 12 Mouvements (vitesse double) 100ml-barre omnibus de Ligne Electrique 200ml-Rails Carré 40X40	5 904,50
<b>01 U</b>	<b>Appareil Magnétiques</b>	3 644,75
<b>04 U</b>	<b>Chariot élévateur</b>	47 310,92
<b>Total</b>		<b>83 758,43</b>

Quantité	Désignation	Montants
<b>Un Four de réchauffage de type poussoir de capacité de production 45 T/H composé de :</b>		
<b>Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou</b>		183 400,00
03 U	Unités d'équipement de régulation automatique + MCC	
01 U	Système de mise à feu	
01 U	Récupérateur	
01 U	Système TVCC	
01 U	Ingénierie	
380 tonnes	Matériaux réfractaires pour la construction du four et des conduits de fumées.	
05 tonnes	Matériaux pour l'isolation thermique des conduits d'air de combustion	
01 U	Ventilateur	
<b>Un Laminoin de petite section d'une capacité de 250 000 tonnes/an composé de :</b>		1 694 000,00
<b>1</b>	<b>Groupe de Four</b> 1-Grille de chargement 1-Table à rouleaux d'approche de four 1-Bascule à rouleaux 1-Arrêt fixe 1-Table à rouleaux four en aval	
<b>1</b>	<b>TRAIN DE LAMINAGE</b> <b>1-Train dégrossisseur composé de :</b> 1-Support de moulin H540 x 1200 1-Unité d'entraînement avec châssis de base 1-Cadre de guidage pour l'unité d'enroulement 1-Boite de vitesses 1-Unité de rouleau 1-Axes 1-Table à rouleau 1-Manipulateur 1-Unité de cisaillement en aval du train de dégrossissage 1-Matériel d'élimination de la ferraille pour l'article 2.1.4 <b>1-Train intermédiaire composé de :</b> 4-Support de moulin H 390 x710 4-Unité d'entraînement avec châssis de base 4-Cadre de guidage pour l'unité de rouleau 4-Boite de vitesse 4-Unité de rouleau 4-Axes 4-Support de moulin H340 x630	
	4-Unité d'entraînement avec châssis de base 4-Cadre de guidage pour l'unité de rouleau 4-Boite de vitesse 4-Unité de rouleau 4- Axes 1-Unité de cisaillement en aval du train intermédiaire <b>1</b> Matériel d'élimination de la ferraille pour l'article 2.2.3 <b>1-Train de finition composé de :</b> 2-Support de moulin H 340 x 630	

<p>1</p> <p>1</p> <p>1</p> <p>1</p>	<p>2-Unité d'entraînement avec châssis de base                  2-Cadre de guidage pour l'unité de rouleau                  2-Boite de vitesse                  2-Unité de rouleau                  2 Axes                  1-Support de moulin H 280 x 400                  6-Unité d'entraînement avec châssis de base                  6-Cadre de guidage pour l'unité de rouleau                  6-Boite de vitesse                  6-Unité de rouleau                  6 Axes                  8-Boucleur vertical simple brin                  8-table à rouleaux pour remplacer une cage de laminoir fictive  <b>GROUPE DE LITS DE REFROIDISSEMENT</b>                  1-Table à rouleaux d'approche                  1-Rouleaux de pincement de barres                  1-Cisaillement de division de lit de refroidissement                  1-Table à rouleaux pour lit de refroidissement                  1-Lit de refroidissement                  1-Table à rouleaux d'alignement                  1-Dispositif de transport                  1-Table à rouleaux de transport  <b>ATELIER DE FINITION CONTINUE</b>                  1-Table à rouleaux de coupe à longueur                  1-Cisaillement à froid 3000 Kn                  1-Dispositif de changement de couteau                  1-Système d'élimination des résidus                  1- Butée relevable                  1-Transfert croisé                  1-Transporteur à chaîne                  1-Collecteur de paquets                  1-Table de rouleau de paquet                  1-Empaquetage                  1-Machine à lier                  1-Pont-bascule                  1-Grille de collecte  <b>SYSTEME UTILITAIRE</b>                  3-Station de graissage                  1- unité hydraulique OES 1.600                  1-Système hydraulique pour grille de chargement                  1-Système hydraulique pour cage de dégrossissage et train de fraisage                  1jeu-Groupe hydraulique pour banc de changement de rouleaux                  1-Unité hydraulique pour ligne de finition continue  <b>STAND DE CHANGEMENT</b>                  1-Unité de roulement 540 x 1200 comme unité de rechange                  1-Supports de rechange 390</p>	
	<p>1-Cadre de guidage pour l'unité d'enroulement                  1-Unité de rouleau                  2-Support de rechange 340                  2-Cadre de guidage pour l'unité d'enroulement</p>	

### Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

	2-Unité de rouleau 6-Supports de rechange 280 6-Cadre de guidage pour l'unité d'enroulement 6-Unité de rouleau	
<b>1</b>	<b>AGENCEMENT DE CONVERSION POUR CAGES DE BROYEUR</b> 1 jeu- d'Outils spéciaux pour roulements d'empoises de cages de laminoir 1 jeu-Outils spéciaux pour paliers d'empoises de rouleaux de machine à dresser	
<b>1</b>	<b>APPAREILS D'ENTRETIEN</b> 1-Banc de changement de rouleau H540 1-Banc de changement de rouleau H390 1-Banc de changement de rouleau H340 1-Banc de changement de rouleau H280	
<b>01 lot</b>	<b>ROULEAUX NON RAINURES</b> 4-Rouleaux 600 x 1200 14-Rouleaux 390 x 710 16-Rouleaux 340 x 630 24-Rouleaux 280 x 400 1 lot-Guides d'entrée et de sortie stand 1-17 pour les stands de laminoir pour un brin. 1 lot-Rouleaux pinceurs et guides pour unité de rouleaux pinceurs. 1 lot-Couteaux de cisaillement	
<b>1</b>	<b>MACHINE A REDRESSER</b>	
<b>1</b>	<b>SYSTEME ELECTRIQUE ET D'AUTOMATISATION</b> 1-Automatisation, niveau I 1-Automatisation, niveau II -Principaux entrainements à courant continu du support de laminoir, entrainements à courant alternatif.	
<b>50 fut</b>	Huile hydraulique	4 130,25
<b>56 fut</b>	Graisse 180 KG	7 170,45
<b>01 U</b>	<b>Machine de chargement et déchargement des billettes</b>	53 200,00
<b>01 U</b>	<b>Compresseur d'air</b>	12 898,00
<b>/</b>	<b>Services liés au montage et à l'installation des équipements.</b>	45 220,00
<b>TOTAL</b>		<b>2 000 018,70</b>

### Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

- Agencements et installations : 180 398.22 KDA

Quantité	Désignation	Montants
21300ML	Câbles électriques	52 940,92
<b>EQUIPEMENTS ELECTRIQUES POUR LE RACCORDEMENT A LA LIGNE MOYENNE TENSION</b>		34 834,38
306 U	Mâchoire	
21 U	Fourreaux	
28 U	Armement NAHU 100	
02 U	Armement métallique galvanisé 170 NAHU 80	
51 U	Chaîne CTV à 03 éléments	
184 U	Chaîne CTV à 04 éléments	
12 U	Chaîne éclateur complet	
3801 ML	Conducteur 3*93 almélec	
06 U	Cosses bimétal	
73 U	Mise à la terre de masses	
04 U	Mise à la terre des éclateurs	
01 U	Mise à la terre IACM	
01 U	Mise à la terre poste ACC	
47 U	Pince d'alignement	
196 U	Pince d'ancrage	
02 U	Support métallique 96/99	
46 U	Support métallique 106/88	
23 U	Support métallique 126/77	
02 U	Support métallique 146/77	
450 M3	Sable fin	
06 U	Boîte d'extrémité intérieure	
06 U	Boîte d'extrémité extérieure	
06 U	Boîte de jonction	
4097 ML	Câble 3X1x185	
10980ML	Gaine rouge ondulée	
3765 ML	Grillage avertisseur	
01 U	Comptage HTA	
01 U	IAT complet	
<b>EQUIPEMENT POSTE DETENTE GAZ</b>		
01 U	poste de détente type chaufferie de capacité 2500 m3/h-300 m bars	3 840,00
<b>EQUIPEMENT POSTE TRANSFORMATEUR ELECTRIQUE</b>		
04 U	Transformateur (2500kva/30kv-0,4kv respirant (en passes barres	23 532,00
02 U	Cellule arrivée interrupteur 36 KV IS motorisé	
03 U	Cellule départ interrupteur 36 KV IS motorisé	
01 U	Cellule LVT/TM 36 KV	
01 U	Cellule Protection Générale par disjoncteur (PGB) 36 KV+Coffret ampérométrique	
02 U	Lot matériels de sécurité 30 KV	
05 U	Extrémité de câble 1 pole 30KV (120 mm <sup>2</sup> )	53 130,92
01 U	Jeux de 03 fusible HPC 6,3A/30 KV	
02 U	Détecteur de défaut + 03 tores	
05 U	Cellule protection transformateur par disjoncteur (PGC) 36 KV+ coffret ampérométrique	
10 U	Extrémité de câble 1 pole 30 KV (35mm <sup>2</sup> )	

### **Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou**

01 U	Redresseur chargeur batterie 48 V/30A	
01 U	Armoire de compensation 500 KVAR	
01 U	TGBT 4*4000 A	
01 U	TGBT 2*3200 A	
01 U	TGBT 3*2000 A	
01 U	TGBT 4*1000 A	
/	Services liés au raccordement aux réseaux gaz et électricité.	12 120,00
<b>TOTAL</b>		<b>180 398,22</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

- **Services liés à l'investissement : 58 276KD**

Ce poste regroupe l'ensemble des frais liés au dédouanement des équipements importés.

#### **2.3.4 Délais de réalisation de l'investissement**

La durée théorique de la réalisation est de 24 mois, les promoteurs envisagent les premiers essais durant le deuxième semestre de l'année 2024.

- **Planning de réalisation :**

- Aménagement du site : 02Janvier 2023 – 31décembre 2023.

- Infrastructures et utilités : 02 janvier 2023-31 Décembre 2023.

- Arrivée des équipements : 01 septembre 2023-31 Décembre 2023.

- Montages des équipements et essais : du 01 Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

- Date prévue d'entrée en production : 02/01/2025

**2.4 Le financement du projet :**

**4.1 Le schéma de financement du projet envisagé : EN DA**

Rubriques	Montants	Financement	
		Fonds propre	Crédit bancaire
	<b>1 954 798</b>		
Equipements de production	700,00	0	1 954 798 700
Equipements de manutention	83 758 430,00		83 758 430
Services liés au montage et à l'installation des équipements	45 220 000,00	45 220 000	
Equipements électrique	52 940 920,00	0	52 940 920
Equipements électrique pour le raccordement à la ligne moyenne tension	34 834 380,00	34 834 380	
Poste détente gaz	3 840 000,00	3 840 000	
Equipement poste transformateur électrique	76 662 920,00	76 662 920	
Autres services (Services bancaires, Frais de dédouanement des équipements.....)	58 276 000,00	58 276 000	
Services liés au raccordement aux réseaux gaz et électricité.	12 120 000,00	12 120 000	
Frais antérieurs aux démarrages (notaire, cnrc...)	2 500 000,00	2 500 000	
Services assurances	2 201 000,00	2 201 000	
Services liés à la formation du personnel.	2 000 000,00	2 000 000	
<b>TOTAL</b>	<b>2 329 152 350</b>	<b>237 654 300</b>	<b>2 091 498 050</b>

**2.4.2. Échéancier de remboursement de l'emprunt**

- Montant du projet à financer : 2 329 152 350 dinars
- Montant de l'emprunt : 2 091 498 050 dinars
- Apport des associés : 237 654 300 dinars
- Taux d'intérêt : 5.5%
- Durée : 07 ans
- Différé : 02 ans

## Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

### Echéancier de remboursement de l'emprunt

ANNEE	CAPITAL RESTANT	PRINCIPAL	INTERET	TVA	A PAYER
1ER TRIMESTRE ANNEE 1	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
2éme TRIMESTRE ANNEE 1	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
3éme TRIMESTRE ANNEE 1	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
4éme TRIMESTRE ANNEE 1	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
<b>TOTAL ANNEE 2023</b>	<b>2 091 498 050</b>	<b>-</b>	<b>115 032 393</b>	<b>21 856 155</b>	<b>136 888 547</b>
1ER TRIMESTRE ANNEE 2	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
2éme TRIMESTRE ANNEE 2	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
3éme TRIMESTRE ANNEE 2	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
4éme TRIMESTRE ANNEE 2	2 091 498 050	-	28 758 098	5 464 039	34 222 137
<b>TOTAL ANNEE 2024</b>	<b>2 091 498 050</b>	<b>-</b>	<b>115 032 393</b>	<b>21 856 155</b>	<b>136 888 547</b>
1ER TRIMESTRE ANNEE 3	1 986 923 148	104 574 903	27 320 193	5 190 837	137 085 933
2éme TRIMESTRE ANNEE 3	1 882 348 245	104 574 903	25 882 288	4 917 635	135 374 826
3éme TRIMESTRE ANNEE 3	1 777 773 343	104 574 903	24 444 383	4 644 433	133 663 719
4éme TRIMESTRE ANNEE 3	1 673 198 440	104 574 903	23 006 479	4 371 231	131 952 612
<b>TOTAL ANNEE 2025</b>	<b>1 673 198 440</b>	<b>418 299 610</b>	<b>100 653 344</b>	<b>19 124 135</b>	<b>538 077 089</b>
1ER TRIMESTRE ANNEE 4	1 568 623 538	104 574 903	21 568 574	4 098 029	130 241 505
2éme TRIMESTRE ANNEE 4	1 464 048 635	104 574 903	20 130 669	3 824 827	128 530 398
3éme TRIMESTRE ANNEE 4	1 359 473 733	104 574 903	18 692 764	3 551 625	126 819 291
4éme TRIMESTRE ANNEE 4	1 254 898 830	104 574 903	17 254 859	3 278 423	125 108 185
<b>TOTAL ANNEE 2026</b>	<b>1 254 898 830</b>	<b>418 299 610</b>	<b>77 646 865</b>	<b>14 752 904</b>	<b>510 699 379</b>
1ER TRIMESTRE ANNEE 5	1 150 323 928	104 574 903	15 816 954	3 005 221	123 397 078
2éme TRIMESTRE ANNEE 5	1 045 749 025	104 574 903	14 379 049	2 732 019	121 685 971
3éme TRIMESTRE ANNEE 5	941 174 123	104 574 903	12 941 144	2 458 817	119 974 864
4éme TRIMESTRE ANNEE 5	836 599 220	104 574 903	11 503 239	2 185 615	118 263 757
<b>TOTAL ANNEE 2027</b>	<b>836 599 220</b>	<b>418 299 610</b>	<b>54 640 387</b>	<b>10 381 673</b>	<b>483 321 670</b>
1ER TRIMESTRE ANNEE 6	732 024 318	104 574 903	10 065 334	1 912 414	116 552 650
2éme TRIMESTRE ANNEE 6	627 449 415	104 574 903	8 627 429	1 639 212	114 841 544
3éme TRIMESTRE ANNEE 6	522 874 513	104 574 903	7 189 525	1 366 010	113 130 437
4éme TRIMESTRE ANNEE 6	418 299 610	104 574 903	5 751 620	1 092 808	111 419 330
<b>TOTAL ANNEE 2028</b>	<b>418 299 610</b>	<b>418 299 610</b>	<b>31 633 908</b>	<b>6 010 443</b>	<b>455 943 961</b>
1ER TRIMESTRE ANNEE 7	313 724 708	104 574 903	4 313 715	819 606	109 708 223
2éme TRIMESTRE ANNEE 7	209 149 805	104 574 903	2 875 810	546 404	107 997 116
3éme TRIMESTRE ANNEE 7	104 574 903	104 574 903	1 437 905	273 202	106 286 009
4éme TRIMESTRE ANNEE 7	-	104 574 903	-	-	104 574 903
<b>TOTAL ANNEE 2029</b>	<b>-</b>	<b>418 299 610</b>	<b>8 627 429</b>	<b>1 639 212</b>	<b>428 566 251</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>-</b>	<b>2 091 498 050</b>	<b>503 266 718</b>	<b>95 620 676</b>	<b>2 690 385 445</b>

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

### 2.5 TCR prévisionnels et l'analyse des soldes intermédiaire de gestion (SIG).

#### 5.1 TCR prévisionnels sur 07ans : en KDA

### Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

#### TCR prévisionnels sur 07ans : en KDA

LIBELLE	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Ventes et produits annexes prestations de services (locations camions) Variation stocks produits finis et en cours Production immobilisée Subventions d'exploitation		7 500 000	12 500 000	19 500 000	19 890 000	20 287 800	20 693 556
<b>I-PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>7 500 000</b>	<b>12 500 000</b>	<b>19 500 000</b>	<b>19 890 000</b>	<b>20 287 800</b>	<b>20 693 556</b>
Achats consommés Services extérieurs et autres consommations	0 -100 000	-5 625 000 -750 000	-9 375 000 -1 250 000	-14 625 000 -1 950 000	-14 917 500 -1 989 000	-15 215 850 -2 028 780	-15 520 167 -2 069 356
<b>II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE</b>	<b>-100 000</b>	<b>-6 375 000</b>	<b>-10 625 000</b>	<b>-16 575 000</b>	<b>-16 906 500</b>	<b>-17 244 630</b>	<b>-17 589 523</b>
<b>III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-100 000</b>	<b>1 125 000</b>	<b>1 875 000</b>	2 925 000	2 983 500	3 043 170	3 104 033
Charges de personnel Impôts, taxes et versements assimilés		-61 859 -350	-80 003 -385	-80 003 -424	-81 603 -466	-84 051 -512	-87 413 -564
<b>IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-100 000</b>	<b>1 062 791</b>	<b>1 794 612</b>	<b>2 844 573</b>	<b>2 901 431</b>	<b>2 958 606</b>	<b>3 016 056</b>
Autres produits opérationnels Autres charges opérationnelles Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs Reprise sur pertes de valeur et provisions	0	-332 736	-332 736	-332 736	-332 736	-332 736 0	-332 736 0
<b>V- RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-100 000</b>	<b>730 055</b>	<b>1 461 876</b>	<b>2 511 837</b>	<b>2 568 695</b>	<b>2 625 870</b>	<b>2 683 320</b>
Produits financiers Charges financières	-115 032	0 -115 032	0 -100 653	-77 647	0 -54 640	0 -31 634	0 -8 627
<b>VI-RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-115 032</b>	<b>-115 032</b>	<b>-100 653</b>	<b>-77 647</b>	<b>-54 640</b>	<b>-31 634</b>	<b>-8 627</b>
<b>VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)</b>	<b>-215 032</b>	<b>615 023</b>	<b>1 361 223</b>	<b>2 434 191</b>	<b>2 514 055</b>	<b>2 594 236</b>	<b>2 674 693</b>
Impôts exigibles sur résultats ordinaires Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	0	0				-492 905	-508 192
<b>TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>0</b>	<b>7 500 000</b>	<b>12 500 000</b>	<b>19 500 000</b>	<b>19 890 000</b>	<b>20 287 800</b>	<b>20 693 556</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>-215 032</b>	<b>-6 884 977</b>	<b>-11 138 777</b>	<b>-17 065 809</b>	<b>-17 375 945</b>	<b>-18 186 469</b>	<b>-18 527 055</b>
<b>VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>-215 032</b>	<b>615 023</b>	<b>1 361 223</b>	<b>2 434 191</b>	<b>2 514 055</b>	<b>2 101 331</b>	<b>2 166 501</b>
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser) Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)							
<b>IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>				
<b>X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>-215 032</b>	<b>615 023</b>	<b>1 361 223</b>	<b>2 434 191</b>	<b>2 514 055</b>	<b>2 101 331</b>	<b>2 166 501</b>

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

### 2.5.1.1 Chiffre d'affaires

Années	Chiffre d'affaires	Evolution	Evolution en %
2023	0		
2024	7 500 000	7 500 000	-
2025	12 500 000	5 000 000	67%
2026	19 500 000	7 000 000	56%
2027	19 890 000	390 000	2%
2028	20 287 800	397 800	2%
2029	20 693 556	405 756	2%

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

La détermination du chiffre d'affaires prévisionnel est basée sur le taux d'exploitation des capacités réelles. Sachant que la capacité théorique est de 250KT/AN et la capacité réelle attendu est de 210KT/AN, le prix de vente moyen attendu est de 130 000 dinars /tonne.

### 5.1.2. Achats consommés

La matière première consommée (billetes carrées) constitue l'essentiel de cette rubrique. Rapportée au chiffre d'affaires, cette consommation représente 75 %.

### 2.5.1.3 Services extérieurs et autres consommations :

Ce poste contient les différents services extérieurs et les autres consommations hors matières premières tel que les services bancaires, assurances, honoraires (comptable, commissaire aux comptes, ....), entretiens et réparations, consommation en énergie électrique, gaz, eau, les huiles.... rapportée au chiffre d'affaires, cette rubrique représente 10%.

### 2.5.1.4. Charges de personnels

Ce poste reprend la masse salariale au titre des emplois et les cotisations sociales patronales à la caisse d'assurance CNAS.

**2.5.1.5. Dotations aux amortissements : Valeur en KDA**

N°	DESIGNATION	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 701	957	957	957	957	957	957	957
2	TERRAINS	0	0	0	0	0	0	0	0
3	BATIMENTS	0	0	0	0	0	0	0	0
2	EQUIPEMENTS DE PRODUCTION	2 000 019	285 717	285 717	285 717	285 717	285 717	285 717	285 717
3	MATERIELS DE MANUTENTION	83 758	11 965	11 965	11 965	11 965	11 965	11 965	11 965
4	AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS	180 398	25 771	25 771	25 771	25 771	25 771	25 771	25 771
5	SERVICES A L'INVESTISSEMENT	58 276	8 325	8 325	8 325	8 325	8 325	8 325	8 325
TOTAL		2 329 152	332 736	332 736	332 736	332 736	332 736	332 736	332 736

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

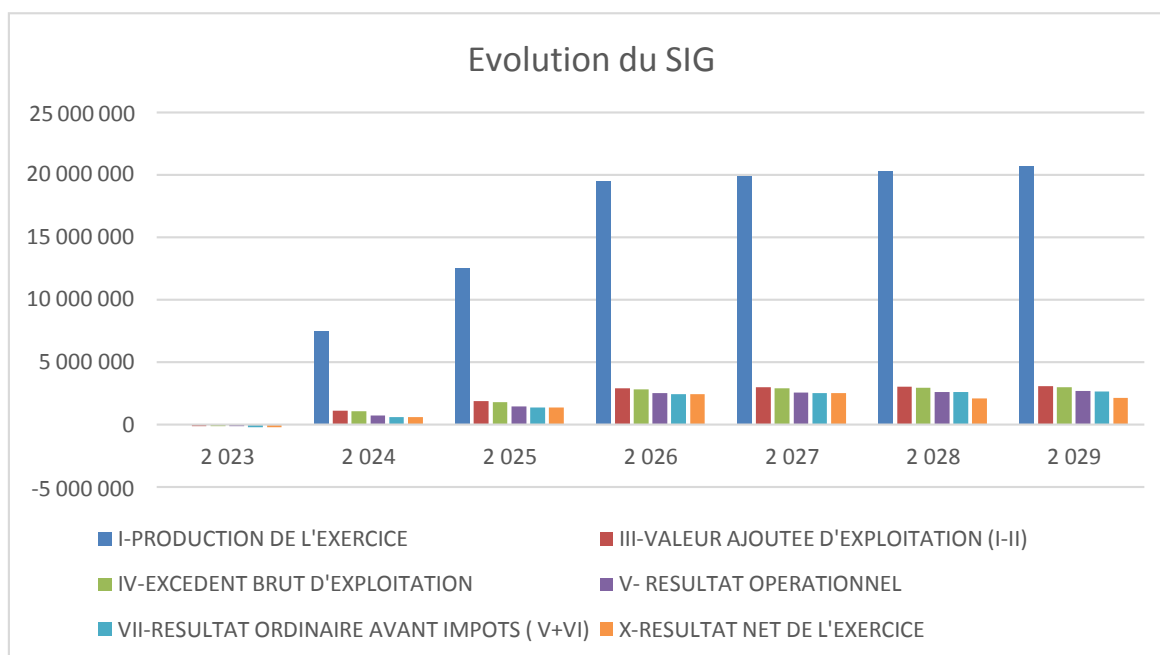
**2.5.1.6 Charges financières**

Nous avons pratiqué le taux de 5.5 % sur la dette restante à payer, vu les pratiques bancaires actuelles, nous avons établi un échéancier de remboursement trimestriel.

**2.5.2 Analyse des SIG : (en KDA)**

LIBELLE	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE	0	7 500 000	12 500 000	19 500 000	19 890 000	20 287 800	20 693 556
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)	-100 000	1 125 000	1 875 000	2 925 000	2 983 500	3 043 170	3 104 033
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-100 000	1 062 791	1 794 612	2 844 573	2 901 431	2 958 606	3 016 056
V- RESULTAT OPERATIONNEL	-100 000	730 055	1 461 876	2 511 837	2 568 695	2 625 870	2 683 320
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)	-215 032	615 023	1 361 223	2 434 191	2 514 055	2 594 236	2 674 693
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-215 032	615 023	1 361 223	2 434 191	2 514 055	2 101 331	2 166 501

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**



**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

- Malgré les hypothèses basses retenues dans la détermination de l'activité prévisionnelle du projet en termes de taux d'exploitation des capacités réelles soit 27% pour l'exercice 2024, 46% pour l'exercice 2025 et atteindre une moyenne de 71%, une évolution de 2% attendu pour les autres exercices. L'examen des principaux SIG du projet sur les 07 années à venir, fait apparaître de belles performances du projet avec :

- Un taux de Valeur Ajoutée (VA) appréciable de 15% en moyenne du CA, ce qui est considéré normal pour cette activité et témoigne de la capacité du projet à créer de la richesse.
- Un EBE appréciable en amélioration sensible sur la période grâce à l'amélioration du taux d'utilisation des capacités de l'entreprise. En effet cela nous renseigne sur la capacité de ce projet à créer des richesses et de la valeur pour le promoteur d'une part, et sur la maîtrise des charges du personnel d'autre part.
- Un résultat d'exploitation positif et en évolution, ce dernier passe de 8% du chiffre d'affaires la 1<sup>ère</sup> année d'exploitation à 13% la 4<sup>ème</sup> année, ce qui est très satisfaisant et

## Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

dénote la rentabilité du projet. Celle-ci se trouve en effet conforté par l'exonération du projet de l'IBS grâce aux avantages fiscaux dont bénéficie le projet dans le cadre de la promotion de l'investissement.

### 2.6 Bilans prévisionnels

#### 2.6.1. Bilan d'ouverture

LIBELLE	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>							
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif							
Immobilisations incorporelles	6 701	5 744	4 787	3 830	2 872	1 914	957
Immobilisations corporelles							
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Bâtiments	0	0	0	0	0	0	0
	2 322	1 990	1 658	1 327			
Autres immobilisations corporelles	451	672	893	114	995 335	663 556	331 777
Immobilisations en concession							
Immobilisations encours							
Immobilisations financières							
Titres mis en équivalence							
Autres participations et créances rattachées							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres actifs financiers non courants							
Impôts différés actif							
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	2 329 152	1 996 416	1 663 680	1 330 944	998 207	665 470	332 734
<b>ACTIF COURANT</b>							
Stocks et encours	0	531 250	781 250	1 218 750	1 243 125	1 500 000	1 500 000
Créances et emplois assimilés							
Clients	0	208 333	347 222	541 667	552 500	563 550	574 821
Autres débiteurs							
Impôts et assimilés							
Autres créances et emplois assimilés							
Disponibilités et assimilés							
Placements et autres actifs financiers courants							
Trésorerie	121	259 350	1 157 096	2 895 498	5 290 457	7 546 331	9 619 657
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	121	998 933	2 285 568	4 655 915	7 086 082	9 609 881	11 694 478
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	2 329 273	2 995 349	3 949 248	5 986 859	8 084 289	10 275 351	12 027 213

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

**Bilans Passif : U. KDA**

<b>LIBELLE</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>							
Capital émis	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Capital non appelé							
Capital (apport en nature)	0	0	0	0	0	0	0
Primes et réserves - Réserves consolidées (1)							
Ecart de réévaluation							
Ecart d'équivalence (1)							
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	-215 032	615 023	1 361 223	2 434 191	2 514 055	2 101 331	2 166 501
Autres capitaux propres - Report à nouveau		-215 032	399 990	1 761 213	4 195 403	6 709 458	8 810 789
<b>Part de la société consolidant (1)</b>							
<b>Part des minoritaires (1)</b>							
<b>TOTAL I</b>	<b>-214 032</b>	<b>400 990</b>	<b>1 762 213</b>	<b>4 196 403</b>	<b>6 710 458</b>	<b>8 811 789</b>	<b>10 978 291</b>
<b>PASSIFS NON-COURANTS</b>							
Emprunts et dettes financières	2 091 498	2 091 498	1 673 198	1 254 899	836 599	418 300	0
<b>Impôts (différés et provisionnés)</b>							
Autres dettes non courantes							
Provisions et produits constatés d'avance							
<b>TOTAL II</b>	<b>2 091 498</b>	<b>2 091 498</b>	<b>1 673 198</b>	<b>1 254 899</b>	<b>836 599</b>	<b>418 300</b>	<b>0</b>
<b>PASSIFS COURANTS :</b>							
Fournisseurs et comptes rattachés	0	51 054	62 030	83 750	85 425	87 133	86 223
Impôts			0	0	0	506 322	510 892
Autres dettes	451 807	451 807	451 807	451 807	451 807	451 807	451 807
Trésorerie passif							
<b>TOTAL III</b>	<b>451 807</b>	<b>502 861</b>	<b>513 837</b>	<b>535 557</b>	<b>537 232</b>	<b>1 045 262</b>	<b>1 048 922</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)</b>	<b>2 329 273</b>	<b>2 995 349</b>	<b>3 949 248</b>	<b>5 986 859</b>	<b>8 084 289</b>	<b>10 275 351</b>	<b>12 027 213</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

**2.7 Le plan de financement du projet**

**2.7.1 Le plan de financement annuel**

ANNEES	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>ENCAISSEMENTS</b>							
CAPITAL SOCIAL		0					
APPORTS DES ASSOCIES	452 807						
CREDITS BANCAIRES	2 091 498						0,00
SUBVENTIONS INFRA ENVIR							
ENCAISSEMENTS CLIENTS	0	0	208 333	347 222	541 667	552 500	563 550
RECETTES EXPLOITATION	0	7 291 667	12 152 778	18 958 333	19 337 500	19 724 250	20 118 735
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>2 544 305</b>	<b>7 291 667</b>	<b>12 361 111</b>	<b>19 305 556</b>	<b>19 879 167</b>	<b>20 276 750</b>	<b>20 682 285</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>							
APPRO	0	6 105 196	9 562 970	14 978 750	14 856 449	15 385 593	15 431 245
SERVICES	100 000	750 000	1 250 000	1 950 000	1 989 000	2 028 780	2 069 356
FRAIS DU PERSONNEL	0	61 859	80 003	80 003	81 603	84 051	87 413
IMPOTS ET TAXES	0	350	385	424	466	512	564
FRAIS FINANCIERS	115 032	115 032	100 653	77 647	54 640	31 634	8 627
FRAIS DIVERS							
INVESTISSEMENTS	2 329 152	0					
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	0	0	418 300	418 300	418 300	418 300	418 300
IBS	0	0	0	0	0		
DIVIDENDES							
REGLEMENT FOURNISSEURS	0	0	51 054	62 030	83 750	72 007	87 131
IMPOTS	0	0	0	0	0	0	506 322
AUTRES DETTES							
REMBOURSEMENT CCA		0					
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>2 544 185</b>	<b>7 032 437</b>	<b>11 463 365</b>	<b>17 567 153</b>	<b>17 484 208</b>	<b>18 020 877</b>	<b>18 608 958</b>
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>121</b>	<b>259 229</b>	<b>897 746</b>	<b>1 738 403</b>	<b>2 394 959</b>	<b>2 255 873</b>	<b>2 073 327</b>
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>121</b>	<b>259 350</b>	<b>1 157 096</b>	<b>2 895 498</b>	<b>5 290 457</b>	<b>7 546 331</b>	<b>9 619 658</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

## Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

### 2.7.2 Le plan de financement trimestriel

#### - Exercice 2023

ANNEE 2023	T1/2023	T2/2023	T3/2023	T4/2023	TOTAL
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
CAPITAL SOCIAL					
APPORTS DES ASSOCIES	452 807				452 807
CREDITS BANCAIRES	0		2 091 498		2 091 498
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					
ENCAISSEMENTS CLIENTS					0
RECETTES EXPLOITATION					0
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>452 807</b>	<b>0</b>	<b>2 091 498</b>	<b>0</b>	<b>2 544 305</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO					0
SERVICES			50 000	50 000	100 000
FRAIS DU PERSONNEL					0
IMPOTS ET TAXES					0
FRAIS FINANCIERS	28 758	28 758	28 758	28 758	115 032
FRAIS DIVERS					
INVESTISSEMENTS	0	0	1 200 000	1 129 152	2 329 152
REMBOURSEMENT EMPRUNTS					0
IBS					0
DIVIDENDES					
REGLEMENT FOURNISSEURS					0
IMPOTS					0
AUTRES DETTES					
REMBOURSEMENT CCA					
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>28 758</b>	<b>28 758</b>	<b>1 278 758</b>	<b>1 207 910</b>	<b>2 544 185</b>
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>424 049</b>	<b>-28 758</b>	<b>812 740</b>	<b>-1 207 910</b>	<b>121</b>
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>424 049</b>	<b>395 291</b>	<b>1 208 031</b>	<b>120</b>	<b>121</b>

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

### Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

#### - Exercice 2024 :

ANNEE 2024	T1/2024	T2/2024	T3/2024	T4/2024	TOTAL
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
SOLDE TRESORERIE (N-1)	121				121
APPORTS DES ASSOCIES					-
CREDITS BANCAIRES					-
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					-
ENCAISSEMENTS CLIENTS					-
RECETTES EXPLOITATION	1 000 000	2 000 000	2 000 000	2 291 667	7 291 667
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>1 000 121</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 291 667</b>	<b>7 291 787</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO	605 000	1 500 000	2 000 000	2 000 196	6 105 196
SERVICES	187 500	187 500	187 500	187 500	750 000
FRAIS DU PERSONNEL	15 465	15 465	15 465	15 464	61 859
IMPOTS ET TAXES	-	-	-	350	350
FRAIS FINANCIERS	28 758	28 758	28 758	28 758	115 032
FRAIS DIVERS				-	0
INVESTISSEMENTS					0
REMBOURSEMENT EMPRUNTS					0
DIVIDENDES					0
REGLEMENT FOURNISSEURS					0
IMPOTS					0
AUTRES DETTES					0
REMBOURSEMENT CCA					0
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>836 723</b>	<b>1 731 723</b>	<b>2 231 723</b>	<b>2 232 269</b>	<b>7 032 437</b>
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>163 398</b>	<b>268 277</b>	<b>- 231 723</b>	<b>59 398</b>	<b>259 350</b>
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>163 398</b>	<b>431 675</b>	<b>199 952</b>	<b>259 350</b>	<b>259 350</b>

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

## Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

### - Exercice 2025 :

ANNEE 2025	T1/2025	T2/2025	T3/2025	T4/2025	TOTAL
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
SOLDE TRESORERIE (N-1)	259 350				259 350
APPORTS DES ASSOCIES					
CREDITS BANCAIRES					
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					
ENCAISSEMENTS CLIENTS			100 000	108 333	208 333
RECETTES EXPLOITATION	3 038 194	3 038 194	3 038 194	3 038 195	12 152 778
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>3 297 544</b>	<b>3 038 194</b>	<b>3 138 194</b>	<b>3 146 529</b>	<b>12 620 461</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO	2 390 743	2 390 743	2 390 743	2 390 743	9 562 970
SERVICES	312 500	312 500	312 500	312 500	1 250 000
FRAIS DU PERSONNEL	20 001	20 001	20 001	20 001	80 003
IMPOTS ET TAXES				385	385
FRAIS FINANCIERS	25 163	25 163	25 163	25 163	100 653
FRAIS DIVERS	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	104 575	104 575	104 575	104 575	418 300
DIVIDENDES	0	0	0	0	0
REGLEMENT FOURNISSEURS			20 000	31 054	51 054
IMPOTS					0
AUTRES DETTES					0
REMBOURSEMENT CCA					0
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>2 852 981</b>	<b>2 852 981</b>	<b>2 872 981</b>	<b>2 884 420</b>	<b>11 463 365</b>
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>444 563</b>	<b>185 213</b>	<b>265 213</b>	<b>262 108</b>	<b>1 157 096</b>
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>444 563</b>	<b>629 775</b>	<b>894 988</b>	<b>1 157 096</b>	<b>1 157 096</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

#### - Exercice 2026 :

ANNEE 2026	T1/2026	T2/2026	T3/2026	T4/2026	TOTAL
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
SOLDE TRESORERIE (N-1)	1 157 096			0	1 157 096
APPORTS DES ASSOCIES					
CREDITS BANCAIRES					
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					
ENCAISSEMENTS CLIENTS		150 000		197 222	347 222
RECETTES EXPLOITATION	4 739 583	4 739 583	4 739 583	4 739 583	18 958 333
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>5 896 679</b>	<b>4 889 583</b>	<b>4 739 583</b>	<b>4 936 806</b>	<b>20 462 652</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO	3 744 688	3 744 688	3 744 688	3 744 688	14 978 750
SERVICES	487 500	487 500	487 500	487 500	1 950 000
FRAIS DU PERSONNEL	20 001	20 001	20 001	20 001	80 003
IMPOTS ET TAXES	106	106	106	106	424
FRAIS FINANCIERS	19 412	19 412	19 412	19 412	77 647
FRAIS DIVERS	0	0	0	0	0
INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	104 575	104 575	104 575	104 575	418 300
DIVIDENDES	0	0	0	0	0
REGLEMENT FOURNISSEURS	15 508	15 508	15 508	15 508	62 030
IMPOTS					0
AUTRES DETTES					0
REMBOURSEMENT CCA					
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>4 391 788</b>	<b>4 391 788</b>	<b>4 391 788</b>	<b>4 391 788</b>	17 567 153
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>1 504 891</b>	<b>497 795</b>	<b>347 795</b>	<b>545 017</b>	2 895 498
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>1 504 891</b>	<b>2 002 686</b>	<b>2 350 481</b>	<b>2 895 498</b>	2 895 498

Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise

### **Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou**

#### **- Exercice 2027 :**

<b>ANNEE 2027</b>	<b>T1/2027</b>	<b>T2/2027</b>	<b>T3/2027</b>	<b>T4/2027</b>	<b>TOTAL</b>
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
SOLDE TRESORERIE (N-1)	2 895 498			-	2 895 498
APPORTS DES ASSOCIES					
CREDITS BANCAIRES					
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					
ENCAISSEMENTS CLIENTS	135 417	-	-	406 250	541 667
RECETTES EXPLOITATION	4 834 375	4 834 375	4 834 375	4 834 375	19 337 500
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>7 865 290</b>	<b>4 834 375</b>	<b>4 834 375</b>	<b>5 240 625</b>	<b>22 774 665</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO	3 714 112	3 714 112	3 714 112	3 714 112	14 856 449
SERVICES	497 250	497 250	497 250	497 250	1 989 000
FRAIS DU PERSONNEL	20 401	20 401	20 401	20 401	81 603
IMPOTS ET TAXES	116	116	116	116	466
FRAIS FINANCIERS	13 660	13 660	13 660	13 660	54 640
FRAIS DIVERS	-	-	-	-	0
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-	0
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	104 575	104 575	104 575	104 575	418 300
DIVIDENDES	-	-	-	-	0
REGLEMENT FOURNISSEURS	20 938	20 938	20 938	20 938	83 750
IMPOTS	-				0
AUTRES DETTES	-				0
REMBOURSEMENT CCA	-				
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>4 371 052</b>	<b>4 371 052</b>	<b>4 371 052</b>	<b>4 371 052</b>	<b>17 484 208</b>
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>3 494 238</b>	<b>463 323</b>	<b>463 323</b>	<b>869 573</b>	<b>5 290 457</b>
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>3 494 238</b>	<b>3 957 561</b>	<b>4 420 884</b>	<b>5 290 457</b>	<b>5 290 457</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

## Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou

### **- Exercice 2028 :**

ANNEE 2028	T1/2028	T2/2028	T3/2028	T4/2028	TOTAL
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
SOLDE TRESORERIE (N-1)	5 290 457			-	5 290 457
APPORTS DES ASSOCIES					
CREDITS BANCAIRES					
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					
ENCAISSEMENTS CLIENTS	138 125	85 000	105 000	224 375	552 500
RECETTES EXPLOITATION	4 931 063	4 931 063	4 931 063	4 931 063	19 724 250
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>10 359 645</b>	<b>5 016 063</b>	<b>5 036 063</b>	<b>5 155 438</b>	<b>25 567 207</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO	3 846 398	3 846 398	3 846 398	3 846 398	15 385 593
SERVICES	507 195	507 195	507 195	507 195	2 028 780
FRAIS DU PERSONNEL	21 013	21 013	21 013	21 013	84 051
IMPOTS ET TAXES	128	128	128	128	512
FRAIS FINANCIERS	7 908	7 908	7 908	7 908	31 634
FRAIS DIVERS	-	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-	-
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	104 575	104 575	104 575	104 575	418 300
DIVIDENDES	-	-	-	-	-
REGLEMENT FOURNISSEURS	18 002	18 002	18 002	18 002	72 007
IMPOTS	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES	-	-	-	-	-
REMBOURSEMENT CCA					
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>4 505 219</b>	<b>4 505 219</b>	<b>4 505 219</b>	<b>4 505 219</b>	18 020 877
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>5 854 426</b>	<b>510 843</b>	<b>530 843</b>	<b>650 218</b>	7 546 331
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>5 854 426</b>	<b>6 365 269</b>	<b>6 896 112</b>	<b>7 546 331</b>	7 546 331

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### **Chapitre III : Etude de cas pratique au sein du commissaires aux comptes de Tizi Ouzou**

#### **- Exercice 2029 :**

<b>ANNEE 2029</b>	<b>T1/2029</b>	<b>T2/2029</b>	<b>T3/2029</b>	<b>T4/2029</b>	<b>TOTAL</b>
<b>ENCAISSEMENTS</b>					
SOLDE TRESORERIE (N-1)	7 546 331			-	7 546 331
APPORTS DES ASSOCIES					
CREDITS BANCAIRES					-
SUBVENTIONS INFRA ENVIR					
ENCAISSEMENTS CLIENTS	140 888	140 888	140 888	140 887	563 550
RECETTES EXPLOITATION	5 029 684	5 029 684	5 029 684	5 029 683	20 118 735
<b>TOTAL ENCAISSEMENTS</b>	<b>12 716 902</b>	<b>5 170 572</b>	<b>5 170 572</b>	<b>5 170 570</b>	<b>28 228 616</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>					
APPRO	3 857 811	3 857 811	3 857 811	3 857 812	15 431 245
SERVICES	517 339	515 000	518 000	519 017	2 069 356
FRAIS DU PERSONNEL	21 853	21 853	21 850	21 857	87 413
IMPOTS ET TAXES	-			564	564
FRAIS FINANCIERS	2 157	2 157	2 157	2 157	8 627
FRAIS DIVERS	-			-	-
INVESTISSEMENTS	-			-	-
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	104 575	104 575	104 575	104 575	418 300
DIVIDENDES	-			-	-
REGLEMENT FOURNISSEURS	21 783			65 348	87 131
IMPOTS (IBS)	-	506 322		-	506 322
AUTRES DETTES	-				-
REMBOURSEMENT CCA					
<b>TOTAL DAICAISEMNTS</b>	<b>4 525 518</b>	<b>5 007 718</b>	<b>4 504 393</b>	<b>4 571 328</b>	<b>18 608 958</b>
<b>SOLDE DE TRESORERIE/AN (CFN)</b>	<b>8 191 384</b>	<b>162 854</b>	<b>666 179</b>	<b>599 241</b>	<b>9 619 658</b>
<b>TRESORERIE CUMULEE</b>	<b>8 191 384</b>	<b>8 354 238</b>	<b>9 020 417</b>	<b>9 619 658</b>	<b>9 619 658</b>

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

### 2.8 La rentabilité du projet

#### CAPACITE DE REMBOURSEMENT DE L'EMPRUNT

(CASH FLOW DEGAGE CHAQUE ANNEE)

RUBRIQUES	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Résultat de l'exercice	-215 032	615 023	1 361 223	2 434 191	2 514 055	2 101 331	2 166 501
Réserves							
Amortissements	0	332 736	332 736	332 736	332 736	332 736	332 736
<b>TOTAL CASH FLOW DEGAGE</b>	-215 032	947 759	1 693 959	2 766 927	2 846 791	2 434 068	2 499 237
Remboursement Emprunt	0	0	0	418 300	418 300	418 300	418 300
Total des Dépenses	0	0	0	418 300	418 300	418 300	418 300
Excédents	-215 032	947 759	1 693 959	2 348 627	2 428 491	2 015 768	2 080 938

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

#### EVOLUTION DU FOND DE ROULEMENT

RUBRIQUES	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<u>Fonds Propres</u>							
. fonds social	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
. Réserves légales	0	0	0	0			
. Réserves réglementées							
. Résultat en Inst. Affect.	0	-215 032	399 990	1 761 213	4 195 403	6 709 458	8 810 789
. Autres crédits							
. Crédit à moyen terme	2 091 498	2 091 498	1 673 198	1 254 899	836 599	418 300	0
. Amortissements	0	332 736	665 472	998 208	1 186 208	1 374 208	1 562 208
<b>Total Ressources permanentes</b>	<b>2 092 498</b>	<b>2 210 202</b>	<b>2 739 661</b>	<b>4 015 320</b>	<b>6 219 211</b>	<b>8 502 966</b>	<b>10 373 997</b>
<u>Actifs immobilisés</u>							
Frais Préliminaires	6 701	5 744	4 787	3 830	2 872		
bâtiment	0	0	0	0	0	0	0
Matériel et Outillage	2 322 451	1 990 672	1 658 893	1 327 114	995 335	663 556	331 777
Matériel de transport							
Stocks							
Créances							
<b>Total Emplois Permanents</b>	<b>2 329 152</b>	<b>1 996 416</b>	<b>1 663 680</b>	<b>1 330 944</b>	<b>998 207</b>	<b>663 556</b>	<b>331 777</b>
<b>Fond de roulement Net</b>	<b>-236 654</b>	<b>213 785</b>	<b>1 075 980</b>	<b>2 684 375</b>	<b>5 221 003</b>	<b>7 839 409</b>	<b>10 042 220</b>

**TAUX DE RENTABILITE DE L'INVESTISSEMENT**

RUBRIQUES/ANNEES	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Bénéfice net	-215 032	615 023	1 361 223	2 434 191	2 514 055	2 101 331	2 166 501
Investissements	2 329 152	1 996 416	1 663 680	1 330 944	998 207	665 470	332 734
Taux =Bénéfice net/Total Inv. Nets	-9%	31%	82%	183%	252%	316%	651%

**Source : Elaboré par nos soins à partir des documents interne de l'entreprise**

**9. Garanties proposées :**

En ce qui concerne les Garanties, nous engageons a :

- Contracter une assurance multirisque pour les équipements.
- Une hypothèque d'un bien immobilier (terrain, bâtiment)
- Un nantissement du matériel au profil de la banque.

**Conclusion du chapitre III**

En conclusion nous espérons avoir donné un aperçu exhaustif sur les aspects du projet et que cet investissement ne manquera pas de susciter l'intérêt des différents intervenants pour le mener à bout et assurer sa concrétisation sur le terrain.

Pour leurs parts les promoteurs s'engagent à ne ménager aucun effort pour faire face aux éventuelles difficultés qui pourraient surgir au cours de la réalisation.

La réalisation concrète du projet nécessite un concours de la banque que les promoteurs sollicitent et espèrent obtenir dans les délais raisonnables, afin de respecter leurs engagements.

## Conclusion générale

---

La réalisation d'un montage financier pour un crédit d'investissement dans le cadre de la création d'une usine de transformation d'acier revêt une importance stratégique cruciale. En effet, ce type de projet industriel nécessite des investissements substantiels et des analyses financières rigoureuses pour garantir sa viabilité et sa rentabilité à long terme. À travers l'examen des divers aspects du montage financier, nous avons pu mettre en lumière les éléments clés qui conditionnent le succès de ce type de projet.

L'étude préalable de faisabilité représente une étape essentielle. Elle permet d'évaluer la demande du marché, de définir les capacités de production nécessaires et de déterminer les investissements en infrastructure et en équipements. Cette analyse initiale est fondamentale pour convaincre les partenaires financiers de la solidité du projet et de sa pertinence économique. En effet, une bonne compréhension du marché cible et une évaluation réaliste des coûts et des revenus futurs sont indispensables pour établir un dossier de financement solide.

La structuration du financement de l'usine de transformation d'acier requiert une combinaison optimale de capitaux propres et de dettes. Le recours à un crédit d'investissement permet de mobiliser des ressources financières conséquentes tout en limitant l'apport initial des promoteurs du projet. Toutefois, cette solution implique une gestion rigoureuse des remboursements et une anticipation précise des flux de trésorerie. L'équilibre entre fonds propres et financement par emprunt doit être soigneusement calibré pour minimiser les risques financiers et maximiser les bénéfices pour les actionnaires.

Le choix des institutions financières partenaires joue également un rôle déterminant. Les banques et les établissements de crédit spécialisés offrent diverses solutions de financement adaptées aux besoins des projets industriels de grande envergure. Il est crucial de négocier des conditions de prêt avantageuses, notamment en termes de taux d'intérêt, de période de grâce et de durée de remboursement. De plus, l'accès à des subventions ou des aides publiques peut significativement alléger la charge financière et améliorer la rentabilité du projet.

La gestion des risques est un autre volet essentiel du montage financier. Les projets industriels sont exposés à divers risques, notamment ceux liés aux fluctuations des prix des matières premières, aux évolutions technologiques, ainsi qu'aux conditions économiques et réglementaires. La mise en place de mécanismes de couverture, l'optimisation des contrats d'approvisionnement, et la diversification des sources de financement constituent autant de stratégies pour atténuer ces risques. Par ailleurs, une bonne gouvernance et une transparence

## **Conclusion générale**

---

dans la gestion financière sont des gages de confiance pour les investisseurs et les partenaires financiers.

Les prévisions financières jouent un rôle crucial dans la planification et la gestion du projet. Elles permettent de modéliser les performances économiques de l'usine et d'anticiper les besoins en liquidités. Les principaux indicateurs financiers, tels que le taux de rentabilité interne (TRI), la valeur actuelle nette (VAN) et le délai de récupération de l'investissement, sont des outils indispensables pour évaluer la viabilité et l'attractivité du projet. Ces indicateurs doivent être régulièrement mis à jour pour refléter les réalités du marché et les évolutions de la performance opérationnelle.

Un autre aspect important concerne la gestion des relations avec les parties prenantes. La réussite d'un projet de cette envergure repose sur une collaboration étroite avec les fournisseurs, les clients, les autorités locales et les communautés environnantes. La prise en compte des attentes et des préoccupations de ces acteurs contribue à créer un environnement favorable et à garantir la pérennité de l'usine. La mise en œuvre de pratiques responsables et durables, notamment en matière environnementale et sociale, est de plus en plus exigée par les investisseurs et les régulateurs.

En conclusion, le montage financier d'un crédit d'investissement pour une usine de transformation d'acier est un processus complexe qui nécessite une approche intégrée et multidimensionnelle. Il s'agit de concilier les impératifs économiques, financiers, techniques et environnementaux pour concevoir une structure de financement robuste et adaptable. La réussite d'un tel projet repose sur une planification minutieuse, une gestion proactive des risques et une capacité à mobiliser les ressources nécessaires. Par ailleurs, l'évolution du marché de l'acier et les innovations technologiques continueront d'influencer les stratégies de financement et les modèles économiques de ce secteur. La capacité à anticiper et à s'adapter à ces changements sera déterminante pour assurer la viabilité et la compétitivité de l'usine à long terme.

## **Conclusion générale**

---

La réalisation d'un projet de transformation d'acier exige une vision stratégique claire et une exécution rigoureuse. Le montage financier, en tant que fondement de la réussite de ce projet, doit être élaboré avec soin, en tenant compte des multiples enjeux et en mobilisant les compétences et les ressources nécessaires. C'est à travers cette approche que l'on pourra garantir la création de valeur durable et le succès économique de l'usine de transformation d'acier.

## **Bibliographie**

---

### **Ouvrages**

- AMRANI, Yacine, « Capital-risque et capital-investissement - Stratégies et pratiques » Editions Dunod, France 2022
  
- AMAR Rocchi « Techniques d'ingénierie financière » Douhane Jean-Michel, Editions Publibook, France 2019
  
- BONNET Véronique « Financement de l'innovation - Investissements et aides publiques » Editions EMS France, 2023
  
- COLLECTIF, Presses de l'Université Toulouse Capitole Les montages financiers « quels enjeux aujourd'hui ? » France 2016
  
- DERVAUX, Benoît « Crowdfunding - Financement participatif des entreprises » Editions Larcier, France 2021
  
- HABIB, Mohammed « montages financiers structurés », Editions EMS, France 2012
  
- HABIB, Mohammed « Ingénierie financière appliquée aux opérations de fusion-acquisition » Editions EMS, France 2015
  
- JOLY, Vincent « Droit des sociétés et montages financiers » Gualino Lex, France 2017
  
- JACQUEMIN Jean-Pierre « Financement des entreprises » - 5e édition PUF France 2023
  
- LEULIER, François « Droit des instruments financiers et montages financiers » LexisNexis, 2013

## **Bibliographie**

---

- LEULIER, François « Droit et pratique du financement des entreprises » LexisNexis France 2020
  
- LE VERNOUX J e a n -Luc « Finance d'entreprise : les montages financiers » Dunod, France 2011
  
- LE VERNOUX Yves « Financement des entreprises » 9e édition, Dunod, 2020
  
- LAMINE, Abdelkrim « Financement des PME - Enjeux et perspectives » , Editions Publibook France 2020
  
- MERIC J e a n -Luc « ~~Financement~~ Financement des entreprises - Stratégies et techniques » Editions Gualino France, 2021
  
- MERCADAL, « Pierre, Montages financiers et fiscalité des entreprises » Gualino Lex France 2014
  
- PENE, Didier « Evaluation et montages financiers, Evaluation et prise de contrôle de l'entreprise » Economica, France 2018
  
- RICHARD Alain, « Gérer et financer son entreprise » - 5e édition, Editions Ellipses, France 2022
  
- THOMAS, Philippe « Ingénierie financière », Dunod, France 2021

# **Bibliographie**

---

## **Webographie**

- <https://www.afif.asso.fr/francais>
- <https://www.ifgexecutive.com/formations-finance/>
- <https://www.financemag.com/>

## TABLE DES MATIERES

Remerciement

Dédicace

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Sommaire

**Introduction générale**..... 01

### **Chapitre I : Financement des entreprises**

**Introduction de chapitre I** ..... 04

**Section 1: Généralités sur l'entreprise**..... 05

1.1 Définition et typologie des entreprises ..... 05

1.1.1 Classification selon la taille ..... 05

1.1.2 Classification par secteur d'activité ..... 05

1.1.3 Classification par forme juridique ..... 06

1.1.4 Classification par statut ..... 06

1.1.5 Classification par but..... 06

1.1.6 Typologies et outils de classification ..... 07

1.1.7 Importance de la typologie des entreprises..... 07

1.1.8 Analyse des performances des entreprises ..... 07

1.1.9 Élaboration de stratégies d'investissement ..... 08

1.2 Structure et organisation d'une entreprise..... 08

1.2.1 Organisation interne ..... 08

1.2.2 Gouvernance et gestion ..... 09

1.2.3 Cycle de vie de l'entreprise..... 09

1.2.4 Adaptation à l'environnement..... 10

1.3 L'Environnement de l'entreprise ..... 11

1.3.1 L'environnement macroéconomique ..... 11

1.3.2 L'environnement juridique et réglementaire..... 12

1.3.3 L'environnement concurrentiel..... 13

1.3.4 L'environnement technologique ..... 13

1.3.5 L'environnement socioculturel ..... 14

1.3.6 L'environnement naturel..... 14

**Section 2: Besoins de financement des entreprises**..... 15

2.1 Nature des besoins de financement ..... 15

2.1.1 Investissements initiaux ..... 15

2.1.2 Besoins en fonds de roulement..... 16

2.1.3 Projets d'expansion et de développement..... 17

2.2 Sources de financement pour les entreprises..... 18

2.2.1 Financement interne ..... 18

2.2.2 Financement externe ..... 18

2.2.3 Financement alternatif..... 19

2.2.4 Le Choix de la Source de Financement..... 20

2.3 Critères de choix du financement ..... 21

2.3.1 Coût du financement ..... 21

2.3.2 Flexibilité et contrôle..... 22

2.3.3 Risques associés ..... 22

2.3.4 Relation avec les prêteurs et investisseurs .....	23
2.3.5 Impact sur la Réputation de l'Entreprise .....	23
2.3.6 Objectifs à Long Terme de l'Entreprise .....	24
<b>Conclusion du chapitre I .....</b>	<b>24</b>

## Chapitre II : Financement bancaire des entreprises

<b>Introduction de chapitre II .....</b>	<b>26</b>
<b>Section 1: Généralités sur la banque et les crédits .....</b>	<b>28</b>
1.1 Fonctions et rôle des banques.....	28
1.1.1. intermédiation financière .....	28
1.1.2 Services bancaires .....	28
1.1.2.1 Gestion des comptes .....	28
1.1.2.2 Services de paiement .....	29
1.1.2.3 Conseils financiers .....	29
1.1.2.4 Financement et crédits.....	29
1.1.3 Rôle économique et régulation.....	30
1.1.3.1 Stabilité économique .....	30
1.1.3.2 Régulation bancaire.....	30
1.1.3.3 Réduction des risques systémiques .....	30
1.1.4 Impact des banques sur l'innovation et le développement.....	31
1.1.4.1 Soutien aux PME.....	31
1.1.4.2 Promotion du développement durable.....	31
1.2 Types de crédits bancaires pour les entreprises.....	32
1.2.1 Crédits à court terme .....	32
1.2.1.1 Facilités de caisse .....	32
1.2.1.2 Découverts bancaires.....	32
1.2.1.3 Crédits de campagne .....	32
1.2.2 Crédits à moyen et long terme.....	33
1.2.2.1 Prêts amortissables .....	33
1.2.2.2 Crédits-bails .....	33
1.2.2.3 Prêts hypothécaires.....	33
1.2.2.4 Crédit renouvelable .....	34
1.2.3 Produits de financement spécialisés .....	34
1.2.3.1 Crédit-Revolver.....	34
1.2.3.2 Factoring.....	34
1.2.4 Choix du type de crédit.....	34
1.2.4.1 Analyse des besoins en financement .....	35
1.2.4.2 Situation financière de l'entreprise .....	35
1.2.4.3 Objectifs de développement de l'entreprise .....	35
1.3 Processus d'octroi de crédit aux entreprises .....	35
1.3.1 Évaluation du risque de crédit .....	35
1.3.1.2 Analyse financière.....	36
1.3.1.3 Historique de crédit .....	36
1.3.1.4 Ratios financiers .....	36
1.3.2 Étapes de l'octroi de crédit.....	37
1.3.2.1 Demande initiale .....	37
1.3.2.2 Analyse et évaluation .....	37
1.3.2.3 Décision et approbation.....	37
1.3.2.4 Mise à disposition des fonds.....	37
1.3.3 Conditions et modalités.....	37
1.3.3.1 Taux d'intérêt.....	38

1.3.3.2 Échéances.....	38
1.3.3.3 Garanties.....	38
1.3.4 Stratégies pour maximiser les chances d'obtention d'un crédit .....	38
1.3.4.1 Préparation de la demande de crédit .....	38
1.3.4.2 Amélioration de la santé financière.....	39
1.3.4.3 Construction d'un bon historique de crédit.....	39
1.3.4.4 Diversification des sources de financement .....	39
<b>Section 2 : Les risques et les garanties bancaires .....</b>	<b>39</b>
2.1 Risques Bancaires .....	39
2.1.1 Risque de crédit.....	40
2.1.2 Risque de liquidité.....	40
2.1.3 Risque de marché .....	41
2.1.4 Autres risques bancaires.....	41
2.2 Garanties bancaires .....	41
2.2.1 Garanties réelles .....	42
2.2.1.1 Hypothèques.....	42
2.2.1.2 Nantissements.....	42
2.2.1.3 Gages.....	42
2.2.2 Garanties personnelles.....	42
2.2.2.1 Cautions.....	42
2.2.2.2 Garanties d'associés.....	43
2.2.2.3 Assurances de crédit.....	43
2.2.2.4 Le Choix de la garantie .....	43
2.3 Gestion des risques bancaires.....	43
2.3.1 Diversification du portefeuille de crédit.....	43
2.3.2 Suivi et contrôle des crédits .....	44
2.3.3 Provisionnement et fonds propres.....	44
2.3.4 Limites de risque .....	44
2.3.5 Modélisation du risque .....	45
2.3.6 Gouvernance du risque.....	45
3. Le crédit d'investissement .....	46
3.1 Caractéristiques du crédit d'investissement.....	46
3.1.1 Nature et objet .....	46
3.1.2 Conditions d'octroi .....	46
3.1.3 Montants et durées de crédits d'investissement.....	46
3.1.4 Avantage des crédits d'investissement .....	47
3.2 Avantages et inconvénients du crédit d'investissement .....	47
3.2.1 Avantages du crédit d'investissement.....	48
3.2.2 Inconvénients du crédit d'investissement .....	48
3.2.3 Impact sur la structure financière.....	49
<b>Conclusion de chapitre II .....</b>	<b>50</b>

### Chapitre III : Cas pratique au sein du commissaire aux comptes Tizi-Ouzou

<b>Introduction de chapitre III .....</b>	<b>52</b>
<b>Section 1 : Présentation et organisation du bureau de comptabilité .....</b>	<b>53</b>
1.1 Création et activité du cabinet comptable .....	53
1.2 Organigramme du cabinet comptable.....	53
1.3 Rôle de commissaire aux comptes .....	54
<b>Section 2 : Montage financier du crédit d'investissement cas d'une usine de Transformation d'acier.....</b>	<b>55</b>

2.1	Objet de l'étude .....	55
2.2	L'entreprise et son environnement économique, commercial.....	56
2.2.1.	Présentation générale de l'entreprise.....	56
2.2.2.	Processus de la production .....	63
2.2.3.	Approvisionnement et fournisseurs.....	65
2.2.4.	Gestion des stocks .....	65
2.2.5.	Marché et concurrence .....	66
2.3	Présentation de l'investissement.....	67
2.3.1.	Présentation descriptif du projet d'investissement .....	67
2.3.2.	vision et axe stratégique de l'entreprise .....	67
2.3.3.	présentation chiffrée du projet d'investissement .....	69
2.3.4.	délais de réalisation d'investissement.....	75
2.4	Le financement du projet.....	76
2.5	TCR prévisionnels et l'analyse des soldes intermédiaire de gestion (SIG).....	77
2.6	Bilans prévisionnels .....	82
2.6.1.	bilan d'ouverture .....	82
2.7	Le plan de financement du projet .....	84
2.7.1.	plan de financement annuel .....	84
2.7.2.	plan de financement trimestriel .....	85
2.8	La rentabilité du projet .....	92
2.9.	Garanties proposées.....	93
	<b>Conclusion générale</b> .....	<b>94</b>

## **Bibliographie**

## **Table des matières**